

eurocommunisme :  
Carrillo excommunié ?

# tribune socialiste

n° 749 — 4 F  
DU 7 JUIL. AU 13 JUIL. 1977

**nouvelle édition**

HEBDOMADAIRE  
DU PARTI  
SOCIALISTE  
UNIFIÉ

**PSU**



**nettoyeurs du métro :  
c'est pas fini !**

**les kanaks contre  
le système nickel**

**le scandale  
des  
centres aérés**

● **CGT : « quelque chose à dire »**

● **Bruno Trentin : syndicalisme et crise de l'Etat**

**Directeurs politiques :**  
Christian Guerche — Alain Tiemcen

**Rédacteur en chef :**  
José Sanchez

**Rédacteur en chef adjoint :**  
Claude Desliat.

**Rubriques :**

- **Où va la France ?** Léo Golberg,
- **Injustice :** Michel Etienne
- **Briser la chaîne :** Jean-Yves Sparfel
- **Luttes en classes :** Stéphan Lyllan
- **Les choses de la ville :** Jean-François Thoraval
- **Pourtant, elle tourne :** Bernard Ravenel
- **Les exclus de l'intérieur :** Dominique Lambert, Michel Camouis
- **Garde-à-vous-même :** Georges Yverres
- **Les armes de la critique :** Marion Lay

**Collaborateurs permanents :**

G. Akoun - Y. Craipeau - Evelyne Ertel - V. Fay - C.M. Vadrot - G. Hercet - J. Julien - R. Lanarche - F. Laurent - V. Leduc - Ph. Marielle - M. Mousel - A. Noël - D. Nores - M. Touan - F. Turquan.

**Dessinateurs :**

J.-F. Batellier - Cagnat - Desmoulin - Mathé

**Maquette :**

Max Pagis

**Collaboration technique :**

J.-L. Craipeau

**Secrétariat - Documentation :**

Marie-Françoise Chailleux

Elizabeth Vignati

**Promotion :**

S. Ros - H. Le Toquin

**Dir. publ. :** H. Le Toquin

9, rue Borromée, 75015 Paris

**Rédaction :** 566-45-64

**Administration et publicité :**

566-45-37

**Commission paritaire :** 50360.

Distribué par les N.M.P.P.

Imprimerie d'HEBDO-T.C.

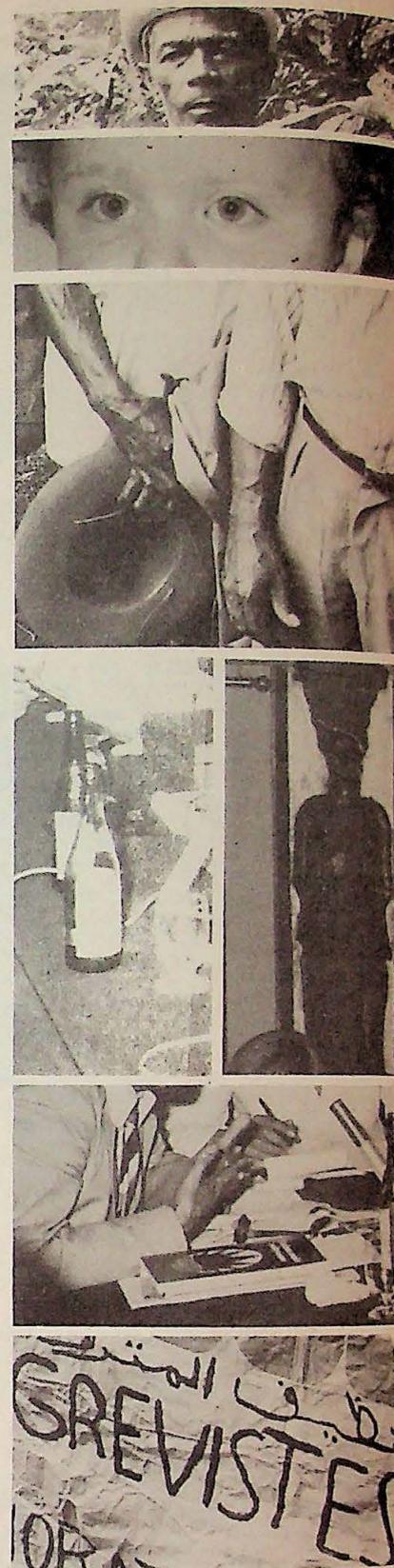
**Photocomposition :**

Informatic Press. Tél. : 254-71-18, Saint-Ouen.

**Abonnement :** 130 F pour un an ; 70 F pour six mois. Soutien : 200 F. Pour tout changement d'adresse : joindre 3 F en timbres et l'ancienne bande adresse.

## sommaire

<b>Débat</b>	_____	
	Avec Bruno Trentin : syndicalisme unitaire et crise de l'Etat. <i>A. Chataignier</i>	P. 4
<b>Briser la chaîne</b>	_____	
	« La CGT a quelque chose à dire » <i>Y. Sparfel</i>	P. 5
<b>Les exclus de l'intérieur</b>	_____	
	Après le dernier métro. <i>A. Chevalier</i>	P. 6
<b>Dossier</b>	_____	
	Le réveil kanak contre le « système nickel ». <i>Cl. Desliat</i>	P. 7/8
<b>Injustice</b>	_____	
	Lebon, la caisse et le tournant. <i>De notre correspondant à Charleville-Mézières</i>	P. 9
<b>Le pire</b>	_____	
	Avec l'énergie solaire, éclipsons le nucléaire. <i>M. Gicquel</i>	P. 10
	Paysans nantais contre l'atome	P. 11
<b>Et pourtant elle tourne</b>	_____	
	Eurocommunisme : le schisme ? <i>L. Goldberg</i>	P. 12
	Espagne : l'ère démocratique (2). <i>U. Ferragut</i>	P. 13
	L'enjeu méditerranéen. <i>B. Ravenel</i>	P. 14
<b>Les choses de la ville</b>	_____	
	Le bol d'air du pauvre	P. 15
<b>La télé</b>	_____	
	Points de vue. <i>R. Lanarche</i>	P. 15



## calendrier politique

● **Deuxième conférence des nationalités :** elle se tiendra à Toulouse les 29-30 et 31 octobre prochains. C'est pour préparer cette rencontre que les mouvements progressistes des différentes minorités nationales se sont réunis à Nantes les 25 et 26 juin. La réflexion a porté sur la signification du « droit à la différence » et la nécessaire reconnaissance du caractère multinational de l'Etat français ainsi que sur le thème : « droit de vivre et de travailler au pays ».

● **Nouveau 14 juillet dans les Corbières (Caunettes-en-Val, Aude),** à « Carrus » ; à 15 km de Lagrasse, et 30 km de Lézignan-Corbières. On y sera ensemble pour « vouloir vivre au pays », on y réfléchira sur les terres à

l'abandon ; on y aidera un jeune à préparer son occupation de ruines et terres à l'abandon ; on y fera la moisson d'une parcelle déjà occupée ; on y chantera avec Marti, Maus de Breish et Joël-e-Renat. C'est une initiative VVAP.

● **Vendredi 8 juillet (Châlons-sur-Saône) :** trois inculpés antinucléaires, auxquels EDF intente un procès. Il est vraisemblable qu'il y aura du monde, ce jour-là, à 9 h, pour les soutenir.

● **Samedi 13, dimanche 14 août (Larzac) :** rassemblement sur le thème « vivre et travailler au pays », du samedi à 18 h au dimanche à 18 h. Il aura lieu sur le terrain miliaire actuel, le long de la N 9.

● **5-30 juillet (CIAH, 98, rue Rambuteau, Paris) :** expo-photos et vidéo sur le quartier Beaubourg et l'îlot Saint-Martin depuis 1972. Entrée libre.

● **Tout le mois de juillet (Bourdigon, près de St-Marie-de-la-Mer) :** la fédération catalane du PSU (10, impasse du Mas St-Jean, 66000 Perpignan) organise un village de vacances dans ce petit village rebelle à la touristification et aux murs de béton. Mais comme deux parcelles dans ce village ont été livrées par le maire de Ste-Marie-de-la-Mer aux démolisseurs, il reste encore un peu de place que le PSU vous invite à venir occuper si vous passez dans le coin.

● **16-17 juillet (Sainte-Baume) :** fête populaire régionale, occasion de rencontre et d'échange entre les groupes et associations qui vivent, travaillent, militent dans la région. Contact : Christian Desplats, Rougier, 83170 Brignoles, tél. (94) 78-71-09 (heures de bureau).

● **Rassemblements de l'été (juillet-août) :** le PSU y participe, comme de bien entendu : le 27 juillet, à Sennecey-le-Grand, les 30 et 31 juillet à Malville, les 6 et 7 août à Naussac, enfin les 13 et 14 août au Larzac. Pour chacune de ces manifestations, le lieu de rendez-vous est fixé près de la camionnette du PSU, sous la banderole « Vivre, produire, travailler autrement ».



le scandale des centres aérés les tanks contre le système nickel

CGT : « quelque chose à dire »  
Bruno Trentin : syndicalisme et crise de l'Etat

### tous à Malville les 30 et 31 juillet !

Les huit fédérations PSU de la région (Ain, Drôme-Ardèche, Isère, Loire, Rhône, Saône-et-Loire, Savoie, Haute-Savoie) appellent à la marche sur Malville. Ce rassemblement présentera un caractère de masse qui démontrera la très large hostilité populaire, en particulier dans la région, au programme du tout-nucléaire et au surgénérateur. Il doit permettre d'élargir l'opposition à la politique énergétique gouvernementale, en particulier au sein du mouvement ouvrier, où le débat se poursuit. Ceci est une nécessité politique absolue. Or, les provocations policières et administratives ne manqueront pas, pour tenter de faire échouer cette manifestation, en particulier pour la couper de l'appui de la population locale. Il est donc de la responsabilité des organisations qui soutiennent cette marche de tout faire pour qu'elle conserve son caractère populaire et de masse.

Les 30 et 31 juillet, autour du site du surgénérateur de Super-Phénix, se rassembleront des dizaines de milliers de marcheurs. En isolant le site de Creys-Malville du reste de la France, ils devront faire de cette région une zone morte, morte pour la poursuite du programme nucléaire, mais vivante par les nombreux débats qui s'y dérouleront, et par l'espoir qu'elle portera.

Le bouclage de la région où se trouve le site apparaît donc comme le meilleur objectif possible pour la marche : il permet à la fois de manifester l'ampleur de l'opposition au programme gouvernemental, il montre notre volonté de stopper son exécution, tout en faisant échouer les provocations qui visent à isoler le mouvement antinucléaire.

# éditorial

## l'impossible silence

LES informations sur la recrudescence de la répression en URSS et dans les Etats de démocratie populaire, notamment en Tchécoslovaquie, se multiplient. Chaque jour parviennent des nouvelles de condamnations, d'inculpations, d'arrestations ou d'interdictions professionnelles.

La condamnation à de très lourdes peines de Oleg Tikhy et Nicolai Roudenko, membres du groupe ukrainien pour la surveillance de l'application des accords d'Helsinki, équivaut, selon l'ancien général Grigorenko, pour le premier, à une condamnation à mort en raison de son état de santé, pour le second, à la détention à perpétuité, en raison de son âge. Dans le même temps, on apprend l'inculpation d'Alexandre Guinzbourg, ancien administrateur du fonds d'aide aux familles des prisonniers politiques et « récidiviste », puisqu'il avait été condamné dans les années 60 pour « agitation et propagande antisoviétique ». On s'attend à de lourdes condamnations pour le physicien Youri Orlov détenu à Moscou depuis le 10 février, pour Chtcharanski, militant juif accusé d'espionnage, pour Gamsakhourdia, fondateur du groupe géorgien pour la surveillance des accords d'Helsinki.

EN Tchécoslovaquie, ce sont les signataires de la Charte 77 pour le respect des libertés qui sont systématiquement persécutés. Le physicien Thomas Ruzicka, vient, à ce titre, d'être chassé de l'Institut de physique de l'Académie des sciences, sans avoir été autorisé d'ailleurs à prendre quelque emploi que ce soit. Encore ne sommes-nous vraisemblablement informés que de quelques-uns des cas de répression, ceux qui frappent des hommes et des femmes d'une certaine notoriété.

Pourquoi cette recrudescence de la répression ? Il est probable que les dirigeants soviétiques s'efforcent de réduire toute manifestation d'opposition à l'Est à la veille de la conférence de Belgrade. Ils tiennent vraisemblablement aussi à affirmer que l'URSS n'entend pas modifier son comportement en fonction d'accords internationaux. Comme l'a affirmé un diplomate soviétique à une délégation du comité de physiciens pour la défense de Youri Orlov, les problèmes de ce genre relèvent de la législation soviétique et constituent des affaires « purement intérieures ».

Condamnations, inculpations, procès de ceux qu'on appelle les « dissidents » et qui, en réalité, disent tout

haut ce que pensent des millions d'hommes et de femmes à l'Est, indiquent que — même si les aspects les plus sinistres du stalinisme sont estompés — rien n'a fondamentalement changé dans les rapports politiques et dans les rapports sociaux. Le système est toujours aussi loin de réaliser les libertés, la démocratie, les droits et pouvoirs réels des travailleurs. On peut certes répondre à nombre de défenseurs des droits de l'homme, que ceux-ci sont foulés aux pieds dans la plupart des pays du monde et que, dans les pays à système capitaliste, démocratie, liberté et droits — sans parler de la justice — se trouvent très souvent sacrifiés aux intérêts de la classe au pouvoir.

MAIS ce qui nous intéresse ici, ce n'est pas la discussion entre M. Brejnev et M. Jimmy Carter. Encore y a-t-il une nuance entre ce dernier et M. Giscard d'Estaing dont le silence « responsable » n'a pas de limite. Ce qui nous intéresse et qui nous concerne, c'est la question du socialisme, parce que nous sommes partie prenante du combat pour sa victoire.

Que l'URSS et tous ceux qui relèvent de son « modèle » ne représentent pas le socialisme, mais un système qui s'en écarte de façon radicale, c'est une vérité dont l'affirmation est nécessaire et urgente. Il ne saurait y avoir là-dessus aucun compromis, aucune hésitation, aucune tergiversation. L'URSS a trop longtemps figuré l'image du socialisme pour que celui-ci ne soit pas atteint par les crimes commis en son nom, par les répressions qui se poursuivent dans les pays qui s'en réclament, qu'il s'agisse de l'Europe de l'Est, de la Chine, du Cambodge ou d'ailleurs.

C'est pourquoi l'on doit exiger, de tous ceux qui, dans notre pays, entendent lutter pour le socialisme, des prises de position sans équivoque. Quand le Parti socialiste se départira-t-il de ses prudences diplomatiques à ce sujet ? Quand le Parti communiste ne se contentera-t-il plus de démarches « de parti à parti » ou de demi-condamnations, au coup par coup ? Au-delà de la lutte nécessaire contre la répression, il y a un jugement de fond à porter sur la contradiction entre le système soviétique et le socialisme. Le Parti communiste français en sera-t-il capable ?

Victor LEDUC ■

## humeur : impossible est bien français

Comme il est nécessaire de sortir de temps en temps et comme il faut plus d'une coupe de champagne pour me faire adhérer aux Républicains qui ne sont plus indépendants, je me trouvais l'autre soir dans le bureau de Michel d'Ornano. En compagnie de quelques confrères, nous devisions de l'environnement en faisant tinter des glaçons.

J'avais tort d'être inquiet, de me poser des questions sur les centrales nucléaires : tout a été prévu, rien ne peut nous arriver, tout baigne dans l'huile. Les naïfs qui, comme moi, gentiment parce que je suis d'un naturel et parce qu'il faisait chaud, demandent une commission d'enquête parlementaire suivie d'un débat national et d'un vote ou d'un référendum, sont des maniaques de la démocratie. Le ministre me l'a expliqué en élevant un peu la voix, pour bien me montrer que je marchais à côté de mes pompes. Un grand débat ? Pour quoi faire, il paraît qu'il y en a eu plein partout : cela devrait être un jour où je défilais devant une centrale. Des commissions d'enquête ? Ça sert à quoi, dit le ministre, croyez-vous que leurs travaux apportent tellement de choses ?

De toute façon, m'a-t-on expliqué comme à un grand enfant qui réclame une sucette bouffée depuis longtemps par quelqu'un d'autre : « il n'y a plus de risques, tout est clair, tout est limpide, tous les rapports sont publiés, le secret est entièrement levé, et vous avez pu constater qu'un accident n'est pas possible, que tout a été prévu. »

Comme à Pierrelatte vendredi.

Les études d'impact écologique ? On s'en occupe, le conseil d'Etat étudie le décret d'application. Et, comme dit le ministre, sans rire, EDF et les industriels feront appel à des bureaux spécialisés qui auront intérêt à leur faire de bonnes études.

Mais... vous ne craigniez pas que, parfois, vu l'ambiance, vu le système économique, vu la domination de la technocratie... lesdits industriels aient tendance à... s'entendre avec ces bureaux spécialisés pour que toutes les études soient bonnes, pour que l'on ne fasse jamais appel à des groupes de scientifiques et d'écologistes indépendants, de peur qu'ils ne disent la vérité ?

Mon scepticisme lasse un peu, mais on me dit que vraiment, cela n'est pas possible, inimaginable même.

Comme pour le canal Rhin-Rhône à grand gabarit où le maître d'œuvre a tout simplement retenu de l'étude écologique les passages qui l'intéressaient...

Autre impossibilité : que des préfets refusent d'agréer des associations écologiques sous prétexte qu'elles ne lui plaisent pas. Il est impossible qu'ils refusent de les faire entrer dans les différentes commissions que met en place la loi de juillet 1976. Le ministre a juré qu'il sévirait. Alors, si vous avez des problèmes, camarades, écrivez-moi, je transmettrai...

Tout cela était très rafraîchissant. Je devrais sortir un peu plus souvent. D'autant que j'ai trouvé que le ministre était un homme très soigneux : il surveillait ses collaborateurs pour qu'ils ne salopent pas son beau bureau Louis XVI avec leurs verres.

Cela dit, vous les écolos que votre indécision politique incite à entretenir des doutes, vous êtes prévenus : vous savez tout depuis longtemps et en conséquence de quoi, vos centrales vous les aurez.

C.-M. VADROT ■

## avec Bruno Trentin : syndicalisme unitaire et crise de l'Etat

Nouveau secrétaire de la CGIL (la CGT italienne), Bruno Trentin (1) participait le 24 juin dernier à un débat organisé par la Maison populaire de Montreuil et la revue *Dialectiques* (2) sur le thème : « démocratie de base-démocratie représentative et place des associations dans le mouvement populaire à partir de l'exemple italien ». Devant 600 personnes (dont Althusser), Bruno Trentin centra son long exposé introductif sur le rôle du mouvement syndical italien face à la crise. Qu'en retenir ?

Pour Bruno Trentin, la crise italienne pose un problème central : celui des rapports de pouvoir. Cette crise institutionnelle porte en germe la transformation de l'Etat. L'Italie est dans une phase de transition où s'affrontent, au niveau de l'Etat, le « vieux » et le « nouveau ». Ce vieux monde qui se disloque, c'est celui de la bureaucratie centralisatrice, du clientélisme politique. Ce nouveau monde qui émerge, c'est la multiplication d'embryons de pouvoir populaire à la base. Les structures étatiques sont en crise : que ce soit l'école, le logement, la santé.

Cela a conduit le mouvement syndical à mettre en avant des revendications de contrôle : sur la consommation et les prix, sur le secteur nationalisé, sur l'orientation des investissements industriels et agricoles. Cela implique un changement des structures de décision dans la production qui modifiera tous les équilibres de pouvoir, y compris au niveau de la « société civile ». Trentin rappela alors les réformes que propose la CGIL : décentralisation et gestion sous le contrôle des travailleurs ; politique de planification s'appuyant si besoin sur des mesures de coercition au niveau des investissements.

### institutions d'Etat et organes de démocratie de base

Ces propositions s'intègrent dans une stratégie qui se définit par une

critique assez dure de la gauche des partis qui maintient une vision traditionnelle du pouvoir central. En fait, la CGIL, par la voix de Trentin, souhaite un modèle où l'Etat et ses institutions soient en interaction avec des organes de démocratie de base. Les moyens tactiques à utiliser seraient :

- la cogestion des investissements dans l'entreprise par le mouvement syndical ;
- la « gestion corporative » de l'Etat sur la base d'une concertation triangulaire entre patronat, mouvement syndical et exécutif étatique. L'objectif est de mettre les institutions traditionnelles devant le fait accompli. Il faudra alors maintenir l'autonomie conflictuelle du syndicat dans l'entreprise comme un principe d'indépendance ultime.

### le renouveau associatif

Sur la place des associations, Trentin fit remarquer que la crise amène les associations à déborder leur origine corporative, à remettre en cause la vieille division des tâches entre partis/syndicats et associations. De plus en plus, les associations de base refusent que la primauté soit reconnue aux partis comme une donnée acquise au départ. Ces associations de base portent témoignage de la redécouverte de la « société civile » par le mouvement ouvrier. De même, le développement des conseils de zone (récemment relancés par la CGIL), des conseils de quartier, des associations d'usagers, des luttes

pour les 150 heures (revendication sur l'accès des travailleurs à la formation permanente) sont autant de signes de prises de conscience à la base, même si cela reste un phénomène éclaté.

### morte, la stratégie révolutionnaire ?

Trentin dut reconnaître que, dans la phase actuelle, ce mouvement butait

apparaissant comme le levier essentiel pour jouer sur ces contradictions et se faire le porteur des aspirations hégémoniques de la classe ouvrière.

Le débat se termina dans une certaine confusion, Trentin réfutant avec autorité, l'accusation de trahison lancée contre lui par un militant de Lotta Continua. Il condamna sans tendresse la violence gratuite des « champions du P 38 » et les qualifia d'ennemis de classe. Le débat, trop court, frustra la plupart des participants qui souhaitaient approfondir la



Photo Françoise Claire

sur l'absence de débouché politique. Et, dans un affrontement assez mouvementé qui prit place lors du débat, il précisa sa conception de la transition au socialisme : il la définit comme une transformation sans abolition de l'Etat. Il faut, selon lui, transformer l'institution parlementaire en créant de nouveaux rapports fonctionnels avec les associations de base et les organes de démocratie locale. Dans cette perspective, la stratégie révolutionnaire n'est plus un « passage obligé ». Ce que contesta vivement une partie de la salle.

Il semble bien que Trentin, dans sa fonction de théoricien du syndicalisme, tente d'ébaucher un modèle nouveau où le point d'appui est l'exploitation des contradictions nouvelles au sein de l'Etat. Le syndicalisme unitaire (et non unique) lui

discussion sur les stratégies de double pouvoir et la « logique des sacrifices » que la gauche, une fois au pouvoir, devrait adopter.

Alain CHATAIGNIER ■

(1) B. Trentin est l'ancien secrétaire de la FLM (Fédération unitaire de la métallurgie). Adhérent au PCI, il reste une personnalité « à part » dans le mouvement syndical. Il fut, depuis une dizaine d'années, l'artisan principal de la démarche unitaire avec les autres fédérations syndicales. Il fut aussi l'un des seuls à accepter un dialogue — souvent chaud — avec le mouvement étudiant lors des derniers mois.  
(2) *Dialectiques* vient de consacrer son numéro 18/19 à « l'Italie et nous ». De nombreux articles autour du pluralisme, de l'eurocommunisme, des formes nouvelles de démocratie, de la révolution culturelle ; 184 p., 35 F ; 77 bis, rue Legendre, 75017 Paris.

## courrier des lecteurs

Nous tenons à marquer notre stupéfaction à propos de l'article publié dans *TS* n° 747 sur le congrès du PS et l'intervention de M. Rocard.

En divisant cette intervention en deux facettes, dont l'une aurait fait « chaud au cœur » des militants autogestionnaires en sous-entendant que ce discours sur « le contrôle des travailleurs » pourrait être autre chose qu'un verbiage tactique destiné à semer des illusions sur la volonté autogestionnaire du PS, les rédacteurs ne font que discréditer — consciemment ou non — les analyses du PSU sur le projet social-démocrate du PS, dont le plus ardent défenseur est M. Rocard.

De façon plus grave, ils entretiennent le flou sur le courant politique autogestionnaire qui se définit par une pratique de contrôle et une stratégie de rupture avec le capitalisme, et qui n'a donc rien à voir avec des gens qui prônent le maintien de la logique du marché en économie de transition (transition vers quoi, d'ailleurs ?). L'article de *TS* entretient les illusions des militants PS-CFDT, qui, tout en ayant une pratique de contrôle, se trompent sur

les perspectives qu'offre le PS. Nous pensons que le PSU lui-même avait de quoi ne pas se faire d'illusions sur le discours de Rocard dans lequel le contrôle ouvrier joue le même rôle que la cogestion en RFA.

Bureau fédéral des Yvelines ■

Le discours prononcé par Michel Rocard au congrès du PS (un des rares discours « politiques » de ce congrès, soit dit en passant) est bien, comme le disent les camarades des Yvelines, à usage tactique et nous ne l'avons pas assez souligné. Discours à double détente d'ailleurs : c'est un discours d'intégration (réussie) du « courant Rocard » dans le courant majoritaire ; c'est un discours de récupération des autogestionnaires qui ne trouvent guère au PS écho à leurs aspirations. Deux aspects qui ne sont pas contradictoires et sont, effectivement, dangereux. Le double langage de Michel Rocard, nous en avons fait l'expérience au PSU, en a trompé d'autres.

Jean-François THORAVAL, Stéphane LYLLAN ■

# briser la chaîne

## « la CGT a quelque chose à dire »

Peu de temps après les exigences formulées par la CFDT, le dossier social que devra examiner et négocier un éventuel gouvernement de gauche s'alourdit. La CGT vient en effet de rendre publiques, dans un numéro spécial du *Peuple* (1), ses solutions et propositions, résumé, remise à jour des principaux textes de ses derniers congrès et réunions statutaires.

En les présentant, Henri Krasucki, affirme : « La CGT a quelque chose à dire. » Il ajoute : « Organisation syndicale indépendante et souveraine, la CGT se détermine en toutes circonstances en fonction de ses propres objectifs, de son propre programme. » Bien que soutenant le Programme commun, elle entend donc conserver « son originalité d'organisation syndicale, son autonomie de jugement et sa liberté d'action. » A l'heure de la réactualisation du Programme commun, le caractère solennel donné par les dirigeants de la CGT à la réaffirmation de leurs thèses est important et témoigne de l'évolution récente de la centrale ouvrière sur certains points : remise en cause de la courroie de transmission, nouvelle politique salariale soutenant une certaine critique de la hiérarchie, volonté de prendre en charge les luttes spécifiques des femmes, des jeunes et des immigrés.

Comme la CFDT, elle veut peser de tout son poids sur le contenu du programme d'un futur gouvernement de gauche, en particulier pour la satisfaction des principales revendications sociales qu'elle définit. Les quarante-huit têtes de chapitre consacrées aux objectifs revendicatifs montrent qu'aucun des aspects des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière aujourd'hui n'a été oublié. Plus détaillé quant à l'analyse que la plate-forme de la CFDT, le document cégétiste s'en rapproche par bon nombre de revendications essentielles. Citons : le SMIC à 2 200 F calculé sur la base de budgets types ; la refonte des classifications ; la revalorisation des bas salaires ; la retraite à 60 ans ; l'amélioration des pensions grâce à un rôle accru de l'Éducation nationale ; la réduction de la durée du travail en tendant vers une durée hebdomadaire de 35 heures ; la consultation et l'information des travailleurs pour toute modification du processus de travail.

### convergences et divergences avec la CFDT

Sur ces grandes orientations, les convergences sont fortes entre les deux grandes centrales françaises. Chacune en a convenu après la publication de son document. C'est à certains détails qu'on mesure cependant

la différence des démarches. Plusieurs points significatifs en témoignent. Sur les salaires, la CGT ne s'attaque pas globalement au système hiérarchique actuel des rémunérations. Elle en préconise une remise en ordre par une redéfinition des classifications. Certes, elle se prononce pour un resserrement de l'éventail des salaires, et une hiérarchie plus équitable établie branche par branche. Mais elle ne va pas, comme la CFDT, jusqu'à établir l'amplitude hiérarchique maximale de 1 à 6 pour tous les salaires quel que soit leur niveau.

Pour les allocations familiales, en revanche, sa revendication d'allocation au premier enfant est quantitativement plus forte que celle de la CFDT : 220 F au lieu de 150 F. Elle affirme à cette occasion une position plus « nataliste » quand elle déclare : « On ne peut escompter une progression des naissances et donc un meilleur équilibre démographique dans un pays où les familles de travailleurs ne disposent pas des garanties élémentaires et de conditions d'existence normales. »

D'une façon plus générale, la CGT met davantage l'accent sur les impératifs économiques et institutionnels que sur un autre projet politique pour satisfaire ses revendications essentielles. Ainsi pour le travail posté, elle ne suggère pas de mesures allant vers sa réduction, puis sa suppression mais propose son aménagement. L'action des travailleurs sur les conditions de travail, de sécurité, la nature des investissements que réclame la CFDT apparaît plus, dans le programme de la CGT, au travers d'une démocratisation des institutions actuelles (comités d'entreprise, CHS, délégués du personnel) et d'un système représentatif, que par les pouvoirs nouveaux d'intervention directe.

### un programme syndical commun ?

Malgré ces différentes formulations, les principaux objectifs des deux programmes peuvent être l'objet de rapprochements importants. Rappelons à cet égard qu'Edmond Maire avait estimé récemment qu'un « programme syndical commun » serait tout aussi important, sinon plus, qu'un programme commun de gouvernement de la gauche.

Il sera cependant difficile à réaliser. En effet, qui dit programme dit projet de société. A cet égard, la CGT réaffirme, dans la deuxième partie du numéro spécial du *Peuple*, des orientations éloignées de la centrale autogestionnaire. Les mesures de la CGT vont plus loin que le Programme commun sur bien des points. Ainsi sur les nationalisations : « la CGT attire l'attention sur l'importance d'une délimitation suffisamment large des nationalisations à réaliser rapidement pour assurer la cohérence et les moyens d'une nouvelle croissance. » Comme le PCF et le PSU elle ajoute à la liste des secteurs nationalisables contenus dans le Programme commun, la sidérurgie, les compagnies pétrolières, la construction automobile ; à quoi elle ajoute encore la marine marchande.

### discuter des nationalisations

Mais sa définition du secteur nationalisé est différente de celle des cégétistes et de la nôtre. La CGT

profit. La fidélité à l'analyse du capitalisme des monopoles explique cette conception. Elle posera problème lors d'une discussion au fond avec la CFDT.

La thèse de la CGT sur la démocratie économique risque également d'être une pomme de discorde. Alors que la CFDT s'engage résolument dans la définition de droits et pouvoirs de décision nouveaux pour les travailleurs dans les entreprises, en excluant que les organisations syndicales soient associées à la gestion d'une façon ou d'une autre, la CGT confirme son attachement au système représentatif grâce à un élargissement de la présence des élus syndicaux dans des organismes déjà existants que les gouvernements successifs de la V<sup>e</sup> République ont vidé de leurs prérogatives (conseils d'administration des entreprises nationalisées, comités d'entreprise, conseil économique et social, conseils régionaux).

Ces démarches sont-elles conciliables ? Sur le terrain, les polémiques vont bon train entre les deux centrales (notamment sur le rôle et le fonctionnement des CET). Mais une



Photo X

estime qu'elles sont « une condition pour assurer l'insertion de la France dans la division internationale du travail », « éviter la monopolisation croissante par les grandes puissances impérialistes de la recherche, du progrès scientifique et technologique dans la production ». Nous ne ferons pas de procès à la CGT en laissant croire qu'elle accepte la division actuelle du travail, puisqu'elle développe la notion d'indépendance nationale. Mais cette définition fait trop explicitement référence à un progrès technique, des forces productives, à un modèle de croissance, basés sur une certaine neutralité du développement économique qui ne tient pas assez compte, justement, de la manière dont le capitalisme a fait fonctionner ces notions au service du

volonté existe d'une plus grande démocratie, d'une liberté accrue des travailleurs. Le programme de la CGT renouvelle ces besoins plus clairement qu'auparavant. Ainsi elle exclut une planification autoritaire, souhaite qu'elle soit décentralisée et contractuelle comme la CFDT. René Buhl nous affirmait, ici même (2), qu'il y a, entre les deux grandes centrales, un désaccord de langage plus que de principes. Même si on peut rester sceptique à la lecture du document CGT, on doit constater que le dialogue est moins bloqué qu'il y a trois ans.

Yves SPARFEL ■

(1) Le *Peuple*, n° 106 du 15 au 30 juin 1977, 72 p., 10 F ; à commander : 213, rue Lafayette, 75010 Paris.

(2) Cf. TS n° 742.

# les exclus de l'intérieur

## après le dernier métro

Nuit avec les grévistes nettoyeurs du métro. Ils sont là, au rendez-vous, une quinzaine environ. Tunisiens, Algériens, Maliens. Ils nous conduisent dans leur local, en attendant le dernier métro et la fermeture des portes. Une pièce sans aération, mal crépie, sol en ciment. L'eau suinte le long des murs, On s'assied au milieu des balais, des poubelles, des aspirateurs. Le long d'un mur, quelques vieilles armoires délabrées ; c'est le « vestiaire ». Dans un coin, un robinet : « C'est tout ce que nous avons pour nous laver ; ici pas de douches. A côté, il y a des toilettes propres et bien aménagées ; nous n'en avons pas la clé : ce sont des toilettes payantes pour les voyageurs ; elles sont fermées à 22 heures ».

Tout près, il y a le local des employés RATP : propre, carrelé, aéré, doté de tables et de chaises, d'un distributeur de boissons (café à 20 centimes), de toilettes, de douches : « Nous sommes chargés de les nettoyer mais pas le droit de les utiliser... »

Nous visiterons ensuite l'ensemble de la station, découvrant pas à pas le travail des nettoyeurs : le nettoyage des voies, avec le courant à 750 volts ; la chaux qu'il faut manipuler avec les mains nues ; le nettoyage des escaliers avec l'acide, celui des carrelages au sol, aux murs, au plafond avec des balais à long manche. (« C'est très fatigant. Et puis, sans vêtements spéciaux, on est tout mouillé »), celui des machineries, des escaliers mécaniques pleins de graisse, des locaux des ventilations. Sur notre passage, les équipes d'entretien — les électriciens qui rajus-

tent des tubes dans le couloir, l'équipe d'entretien des rails... — restent silencieuses : « On s'ignore ». C'est la vie du métro, après le dernier métro.

### un sale boulot

Un sale boulot, dangereux. Sans aucune mesure d'hygiène. Avec la moitié des effectifs « normaux ». Le tout pour 1 600 F. « Tu sais, ici, c'est une grande station. On est favorisé. Dans les petites stations, ils n'ont même pas ce que nous avons. C'est pour cela qu'on fait la grève. On ne comprend pas la CGT. Elle a appelé à reprendre le travail. 80 gars ont repris : ils sont de la « 34 » ferroviaire. C'est un mauvais coup pour nous. Déjà, il y a les sociétés jaunes qui viennent avec la police. Maintenant,



Photo Maillat

il y a la CGT. Nous, on veut continuer jusqu'à ce qu'on gagne ». C'était avant la fin de la grève, avant le 2 juillet.

Les quais aujourd'hui ont retrouvé leur aspect habituel. Finis les papiers gras, les débris, ce tapis de tickets jaunes, ces vieux journaux et ces bouteilles abandonnées dans les coins. Du moins avaient-ils le mérite de rappeler l'existence de ceux sans lesquels le métro est invivable : onze cents nettoyeurs qui ont, à bien des égards, mené une grève exemplaire. Il leur a fallu dépasser les frontières de nationalités pour faire l'unité autour d'une plate-forme ; dépasser la dispersion sur l'ensemble du réseau, le morcellement en équipes, la séparation des salariés répartis en six entreprises différentes avec lesquelles la RATP sous-traite pour le nettoyage de son réseau (Drouard, l'Audacieuse, la Ferroviaire, Novaservice, Chalancin, Onet).

### la police avec des chiens

Comité de grève, décisions en assemblée générale, piquets de grève

permanents pour empêcher des sociétés jaunes intérimaires de briser la grève en faisant le nettoyage, la nuit, sous la protection de la police accompagnée de chiens (au début du conflit) : l'organisation des grévistes — dont beaucoup (930 environ) adhèrent à la CFDT aurait dû permettre le succès. Mais la liaison avec les travailleurs de la RATP ne s'est pas faite. La CGT s'est contentée d'appeler à un débrayage de cinq minutes. La CFDT, minoritaire à la RATP a été plus active mais manquait de possibilités. Pourtant c'est bien la RATP qui est responsable de la condition des nettoyeurs. Elle qui passe les marchés avec les 6 entreprises de sous-traitance ; elle qui a, en fait, le droit de licencier les travailleurs du nettoyage puisqu'elle somme, par lettre, le patron direct de renvoyer un camarade pour des motifs futiles, elle qui exige des travailleurs de descendre sur la voie alors que le courant n'est pas coupé ; elle qui ordonne une tenue vestimentaire quasi militaire des ouvriers et fixe un règlement d'adjudant (interdiction de parler aux voyageurs, soumission aux surveillants de la RATP...); elle qui accorde le marché « au plus offrant » c'est-à-dire à l'entreprise qui consent les salaires les plus faibles...

La grève est finie. Des accords ont été signés. Quand on connaît les conditions de travail et de salaires, les concessions accordées apparaissent bien modestes : augmentation mensuelle de 120 F, majoration du salaire en octobre de 2 %, prime de fin d'année augmentée de 350 F ; les jours de grève ne sont pas payés, une avance de 1 000 F est faite, remboursable en quatre mois !... Certes, au niveau des conditions de travail, d'hygiène et de sécurité, les gains ne sont pas négligeables (habillement, locaux, courant coupé pendant le nettoyage des voies...). Il faudra veiller à ce que ces promesses deviennent réalité. Mais beaucoup encore reste à faire. Rien d'étonnant si le matin du 3 juillet, certains affirmaient : « Pour nous, la lutte continue ».

Reportage Alain CHEVALIER ■

● « Après le dernier métro » : c'est le titre du court-métrage réalisé par Audiopradif sur la grève des nettoyeurs du métro (super 8 sonore, couleur, 25'. Cinq copies sont actuellement disponibles qu'on peut obtenir en s'adressant à la CFDT (Féd. des transports), à la FASTI ou à Audiopradif, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris, tél. 531.43.38.

## « Sonacotra cedera ! »

Essonne, Val-d'Oise : les préfetures entrent successivement en action pour contre-attaquer et briser la longue lutte des Sonacotra en profitant de la période propice des vacances. En effet, une circulaire préfectorale de l'Essonne du mois d'avril indique que les renouvellements des cartes de travail, de séjour, ou des visas pour les voyages à l'étranger seront subordonnés à la présentation d'un « reçu de participation aux frais de gestion du mois » et non sur simple justification de domicile. Un recours a été déposé devant le tribunal administratif par les résidents contre cette circulaire « scélérate ».

Il s'agit pour le pouvoir d'accentuer la répression après la mise en échec, par les travailleurs des foyers, des procédures de saisies-arrêts sur traitement ; et après le freinage opéré par le pouvoir de l'instruction de la plainte déposée par des résidents contre la Sonacotra pour pratique de prix illicites.

Un bastion solide de 20 foyers, soit 6 000 résidents, continue la grève, refusant toujours de se plier aux hausses des prix de septembre 1975. Cette lutte leur a permis, sur le plan financier, d'économiser 9 millions de francs en 1975, 14 millions en 1976,

et de réaliser sur l'ensemble des 270 foyers un blocage des prix de septembre 1975 à juillet 1977. En effet une nouvelle fois, le pouvoir, par l'intermédiaire notamment du ministère des Finances, a exigé une hausse de 6,50 % des loyers à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1977.

Cet élément semble politiquement peser plus lourd dans la balance du conflit que le flirt de la direction de la Sonacotra avec les centrales syndicales CGT-CFDT-FO pour mettre au point un accord-cadre définissant le statut du résident et des contrats d'hébergement types. Même s'ils

réussissaient à recevoir la bénédiction de ces grandes centrales, ces contrats — que souhaite l'administration (les expulsions sont plus faciles) n'auraient aucune chance de provoquer l'arrêt de la grève.

En effet, le comité de coordination des foyers en grève a été écarté des négociations et la nouvelle hausse risque d'élargir le conflit à de nouveaux foyers à partir de septembre notamment, date de retour des vacances.

La CGT, pour sa part, lors d'une récente conférence de presse, a déclaré que si cette hausse était effectivement appliquée elle remettrait en cause sa participation à la négociation en cours. Samedi 25 juin une manifestation des résidents du foyer de Garges-les-Gonesses a été soutenue par un maire adjoint du PCF et une délégation du PS du Val d'Oise. **SO-SO-SO-SONACOTRA LEDERA !** Un slogan que l'on risque d'entendre encore longtemps.

J. CHAMBEAU ■



## Le réveil kanak contre le « système nickel »

Le ton vengeur des graffitis et des tracts, l'exaspération des propos ne sont pas nouveaux. Mais les succès municipaux des indépendantistes (Union multiraciale et Palika) portent sur la scène politique d'anciens et de nouveaux griefs qui trouvent leur source dans des réalités coloniales qu'on croyait révolues. Trois des piliers du pouvoir blanc en Nouvelle-Calédonie sont aujourd'hui menacés par le « réveil kanak » : le système des « réserves », le « système nickel », l'hégémonie culturelle européenne.

### des bibles et des fusils

Le drame foncier est aussi vieux que la colonisation. Long cigare flanqué d'îles qui ont nom Loyauté (Ouvéa, Lifou, Maré), Bélep, île des Pins et Chesterfield, la Nouvelle-Calédonie est, comme jadis l'Algérie, une « colonie de peuplement ». Histoire classique : les colons blancs ont barboté les sols fertiles, abandonnant aux Kanaks — parqués dans des « réserves » — les cailloux de la montagne. Or, la terre, selon la tradition, appartenait aux dieux, aux ancêtres disparus qui continuaient d'y vivre sous une forme surnaturelle ; l'homme n'en était que l'usufruitier ; déposséder le Kanak de sa terre c'était le déposséder de ses ancêtres, de ses dieux, des fondements mêmes de sa société. Les Kanaks donc se révoltèrent. Mais les guérillas — celles de 1878 et 1917 surtout — ont été écrasées dans le sang, cependant que les missions catholiques et protestantes évangélisaient à tour de bras : la bible n'est-elle pas la meilleure arme de pacification ? L'alcool et les bonnes œuvres firent le reste.

Aujourd'hui, la honte que constituent le système et le « grignotage » des réserves débouche sur le mouvement kanak de récupération des terres dont l'extension pourrait prélever à des affrontements plus graves. Paris, cer-

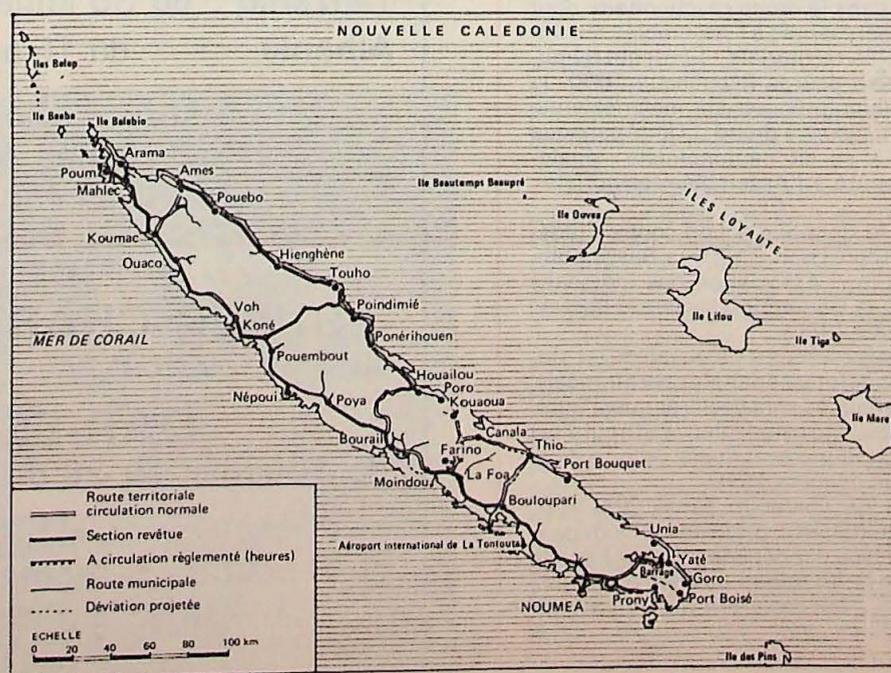
**Dans la vallée d'Amoa, sur la côte est de la Nouvelle-Calédonie, rien ne va plus : pour de minces affaires paysannes — ventes de terrains, passages de troupeaux —, les Kanaks réoccupent les terres « spoliées à leurs ancêtres par les colons » ; le Palika — Parti de la libération kanak, né en mai 1976 du regroupement de divers groupes révolutionnaires favorables à l'indépendance — a raflé 12 % des suffrages aux élections municipales et remporté plusieurs mairies. A Poindimié, le nouveau conseil municipal trouble le jeu local traditionnel : ne prétend-il pas réserver aux broussards kanaks certains des investissements jusqu'alors dévolus aux équipements du village européen ? Ne s'avise-t-il pas de juger trop exiguë la « réserve », l'alcoolisme pernicieux, le sous-emploi fâcheux, irritante la soumission du Conseil des Anciens et inacceptable le « dialogue » avec les gendarmes mobiles ? Colons et administrateurs blancs s'effarent — où sont les Kanaks « doux, gentils et fidèles » de la terminologie officielle ? — et se font fort de mater l'outrecuidance kanake, au besoin manu militari.**

tains administrateurs locaux flairent le vent. Et l'on ressuscite la « réforme foncière » — une vieille promesse, presque un mythe, que l'urgence des temps pourrait concrétiser : Olivier Stirn, le play-boy parisien de nos « confettis » d'outremer, envisage de la lancer lors de son prochain voyage calédonien, en août prochain.

### le seigneur Nickel

C'est que Nouméa vaut bien une réforme. Nouméa, ou plutôt Doniambo, l'usine où l'on traite la garnièrite et la latérite qui sont la richesse de l'archipel. Big-business, « coups de mines » et de bourse, fortunes immobilières, horaires spartiates, culte de la libre entreprise et du succès matériel : la Nouvelle-Calédonie n'a rien des grâces lascives de ses sœurs polynésiennes ou wallisiennes. Nouméa vit de réalités nickelées, au rythme d'ailleurs capricieux des ventes et des méventes du précieux minerai (30 % des réserves mondiales). Le groupe Rothschild, patron de la société Le Nickel, certains « petits mineurs » y trouvent leur compte. En vendant à la SLN au Japon le minerai brut, un concessionnaire modeste peut empocher, bon an, mal an, 5 millions de francs de bénéfices annuels nets d'impôts ; car on ne paie d'impôt, là-bas, ni sur le revenu, ni sur les bénéfices miniers.

Certes la demande mondiale de nickel a fléchi récemment ; de nouvelles découvertes relativisent le rôle du minerai calédonien ; la « prospérité » est moindre qu'hier. Mais la « crise » n'est pas également mauvaise pour tous. Les Grands du nickel étalent les difficultés : la SLN tourne en-dessous de ses capacités, mais elle mise sur une progression de la demande mondiale de nickel de 5,5 % par an (au lieu de 6,5 % les quinze années précédentes) ; le groupe américain Amax — dont les convoitises sont anciennes — pour-



rait bien cet été mettre en route l'usine du Nord, en association (à 49 %) avec les firmes françaises (dont le BRGM).

En revanche, les ouvriers kanaks (1 604 dans les activités des métaux en 1976), wallisiens ou tahitiens, les « petits mineurs », trinquent : chômage pour les premiers ; faillites et tassements du niveau de vie pour les seconds. Mais le système des réserves permet de camoufler les effets de la crise, de minimiser ou de nier les difficultés d'emploi de certains : que la SLN licencie, les Kanaks ne rejoignent-ils pas leurs familles qui vivent, en brousse, d'ignames, de taros et de bananes, loin des circuits économiques modernes ?

Les perturbations économiques qui ont accompagné ou suivi le « boom » du nickel dans les années 1969-1972 (inflation, endettement et spéculation en période faste ; faillites, chômage et baisse du niveau de vie ensuite, quand vinrent les dévaluations du dollar, la chute des cours mondiaux et la mévente du nickel) n'en alimentent pas moins la radicalisation politique actuelle.

### fantasmes rhodésiens

Radicalisation ambiguë d'ailleurs. Car pour certains, Calédoniens blancs notamment, la revendication autonomiste apparaît surtout comme un moyen de défendre l'ordre social actuel : que Paris et l'administration leur confèrent le droit de contrôler la production et les échanges de nickel, ils se font fort de relancer la prospérité perdue ; en accueillant dans l'île les trusts américains ou canadiens qui frappent depuis longtemps à la porte (INCO, Ammax...) par exemple. Et l'autonomie écarterait définitivement les menaces que les récentes volontés réformatrices de Paris (qui craint de tout perdre en ne voulant rien

céder) font peser sur leurs privilèges : après la réforme foncière, ne parlet-on pas d'instituer un impôt sur le revenu pour écrêter les grosses fortunes et réduire des inégalités trop visibles (l'éventail des salaires est de 1 à 20 ; un employé européen gagne environ deux fois plus qu'en métropole et les fonctionnaires, qui bénéficient de rémunérations en francs CFP, font du « 5,5 » et des économies consistantes). L'autonomie enfin permettrait sans doute de mettre à la raison ces kanaks à qui leurs études parisiennes ont tourné la tête : la répartition équilibrée de la population (38,1 % d'Européens, 41,7 % de Mélanésiens) assure en principe une supériorité écrasante aux Blancs en cas d'affrontement. Un rêve rhodésien, en somme, et qui n'est pas, comme en Rhodésie, exempt de racisme.

### solutions kanakes

Pour les Kanaks indépendantistes — ceux du Palika en particulier — l'indépendance serait surtout, sur le plan économique, un moyen de réduire le rôle du nickel dans la vie du pays. Car au nickel on a tout sacrifié : l'agriculture (17 000 ha seulement sont cultivés sur 100 000 cultivables), la pêche (qui fait l'objet d'après différends, les Kanaks entendant comprendre dans les « réserves » les eaux territoriales qui les bordent), le tourisme (qui se développe cependant). Résultats : l'île dépend des importations pour satisfaire ses besoins alimentaires — y compris en viande alors que l'élevage peut être intensifié et en bois d'œuvre alors que la forêt peut fournir plus qu'elle ne donne.

« *Nationalisons les mines, les sociétés industrielles et bancaires, les terres ; revalorisons l'agriculture vivrière, l'élevage, la pêche ; limitons l'exportation outrancière du nickel pour produire selon nos moyens et*

### une multitude de partis et de groupes

● Il y a en tout 13 mouvements à classer dans la droite réactionnaire dont 7 partis politiques. Six de ces partis sont représentés à l'Assemblée territoriale. Les 6 partis représentés à l'Assemblée territoriale : l'Entente démocratique et sociale (EDS) ; le Rassemblement pour la République (RPR) ; le Mouvement libéral calédonien (MLC) ; l'Union progressiste mélanésienne (UPM) qui se dit « autonomiste » mais vote toujours à droite ; l'Unité canaque (UC) ; le Front populaire calédonien (FPC), se dit « autonomiste » également ; un parti créé en 1976, non représenté à l'Assemblée territoriale : l'Entente toutes ethnies (ETE).

Les groupes qui sont au nombre de 6 : le Comité d'action contre l'indépendance (CACI) ; le Comité secret de la répression (CSR) ; le Rassemblement des jeunes canaques français (RJCF) ; l'Association des indigènes calédoniens et loyaliens français (AICLF) ; la Génération sociale et libérale (GSL) ; le Rassemblement pour la Calédonie (RPC).

● Les partis autonomistes. Il y en a deux, représentés à l'Assemblée territoriale. Ils sont partisans d'un statut d'autonomie interne dans le cadre français. L'Union calédonienne (UC) dont les élus kanaks se sont déclarés pour l'indépendance kanake en juin 1975 ; le Parti socialiste calédonien (PSC) qui s'est déclaré « socialiste » en 1975 en prévision d'une éventuelle victoire de la gauche en France aux élections législatives de mars 1978.

● Les partis indépendantistes : le Parti de libération kanak (PALIKA) ; l'Union multiraciale de Nouvelle-Calédonie (UMNC), partisan de l'indépendance kanake, n'a pas encore précisé quel type d'indépendance kanake elle préconise (néo-colonial ou révolutionnaire ?) ; la Nation calédonienne unie (NKU) qui vient d'être formée par des Blancs qui déclarent vouloir soutenir les mouvements de libération kanaks. ■

pour les besoins du peuple » avance le programme économique du Palika dont les revendications économiques rejoignent la contestation culturelle.

Car ce que met en cause le réveil kanak, c'est, au-delà même d'un type de développement emprunté à l'Occident, une certaine conception de la civilisation. Refus de s'intégrer au système industriel classique, proclamation d'une « identité kanake » dont on redécouvre les vertus, contestation du régime des diplômes, réhabilitation partielle de la coutume dans ce qu'elle a de positif (solidarité tribale, primauté des rapports humains, sagesse paysanne...) débouchent sur une revendication culturelle qui dépasse de beaucoup la classique aspiration à la démocratisation de l'enseignement — pourtant bien justifiée dans un pays où le pouvoir blanc a soigneusement maintenu les kanaks dans un semi-analphabétisme (le premier bachelier noir décroche son diplôme en... 1972 !).

### rappelez-vous l'Algérie

Paris aujourd'hui donne l'indépendance aux Comores, à Djibouti, bientôt aux Nouvelles-Hébrides ; et consent une certaine marge d'auto-

nomie à la Polynésie. Mais le nouveau statut calédonien, voté en 1976, (mais encore inappliqué), est en retrait du statut tahitien. Et le projet de réforme électorale — qui substitue au scrutin proportionnel un scrutin semi-majoritaire, semi-proportionnel — risque d'affaiblir la représentation des partis autonomistes et indépendantistes. Contradictions ? Non, intérêts bien compris : Djibouti n'a pas de nickel.

Le nickel vaut-il une seconde « Algérie française » ? En 1973 déjà, Jean-Claude Guillebaud (1) posait la question : « A brève échéance, tous les problèmes franco-calédoniens risquent de se ramener à une seule question : combien de gardes mobiles la France veut-elle envoyer à Nouméa ? ». Cette insolence est plus que jamais d'actualité.

Claude DESLHIAT ■

(Dossier fourni par la commission des relations extérieures du Palika) (2).

(1) J.-C. Guillebaud : *Les Confettis de l'Empire*. Paris, Seuil, 1976, Coll. « L'histoire immédiate », 318 p.

(2) Adresse pour toute correspondance : M<sup>lle</sup> Suzanne Ounei, B2-02 Cité Pierre Lenquette, Montravel-Nouméa, Nouvelle-Calédonie. Dossier disponible auprès de l'Association des Kanaks en France.

## POUR VOS VACANCES : DECOUVERTE ET CULTURE, LOISIRS

13, rue du Vert-Bois, 75003 Paris  
Tél. : 278.64.01

### IL RESTE ENCORE QUELQUES PLACES SUR :

Italie du Nord	du 7 au 28 août	1 960 F
Grèce	du 7 au 28 août	2 350 F
Yougoslavie	du 8 au 28 août	2 350 F
Suède	du 8 au 28 août	2 460 F
Colombie	du 8 août au 5 septembre	5 200 F
Algérie	du 8 au 28 août	2 200 F
Tanzanie	du 30 juillet au 26 août	4 200 F
Albanie	du 15 au 31 août	2 250 F

sur les séjours en France  
et randonnée à pied en Vanoise  
du 17 au 31 juillet

**SUPER CHARTER SUR CUBA**  
du 3 au 25 août 2 500 F aller/retour

**DAR-ES-SALAM**  
du 30 juillet au 26 août 2 000 F aller/retour

**BOGOTA**  
du 8 août au 5 septembre 2 850 F aller/retour  
**NE TARDEZ PLUS**

Z Voyages - Cor. lic. A 842

## Lebon, la caisse et le tournant...

« Un scandale qui n'a que trop duré. » C'est par cette formule lapidaire qu'un journal local, *L'Ardennais*, terminait un des nombreux articles consacrés à l'« affaire Lebon » depuis que celle-ci a éclaté au grand jour à l'occasion de la réunion d'information tenue par le Comité départemental de la Jeunesse au plein air (JPA) le 20 juin au foyer social de Charleville-Mézières, devant une salle comble et un public attentif.

De quoi s'agissait-il ce jour-là ? Tout simplement d'expliquer les raisons de la plainte pour abus de confiance déposée trois jours plus tôt par le comité des Ardennes de la JPA entre les mains de M. Garrigues, premier substitut du procureur de la République auprès du parquet de Charleville-Mézières, à l'encontre d'André Lebon, député socialiste de la 2<sup>e</sup> circonscription des Ardennes, maire honoraire de Charleville-Mézières, ancien trésorier de la JPA et homme politique occupant depuis de longues années le premier rang des personnalités locales.

Est-il bien utile d'ajouter que les révélations explosives fournies par Jean Joly, l'actif président de la JPA dans les Ardennes, et Rémi Fétrot, secrétaire de cette association, ont provoqué stupéfaction et émoi parmi la population en raison de la personnalité mise en accusation, puis inquiétude chez certains, alors que la détermination du comité de rechercher la vérité dans cette affaire, provoquait le soutien d'un grand nombre d'organisations départementales : FOL (Fédération des œuvres laïques), Parents d'élèves Cornec, SNES, SGEN-CFDT, SNETP-CGT, minoritaires de la FEN, UD-CGT, UD-CFDT, Fédérations du PCF et du PSU.

D'emblée, Jean Joly précise que ce n'est pas de gaieté de cœur, mais en conscience, qu'il se doit de révéler le scandale du détournement de fonds dont sont victimes les œuvres de vacances du département. Mais au-

delà des hommes mis en cause, le comité de la JPA s'attaque surtout à « un système dont ils ont été les instruments ».

### une gestion irrégulière

Etablissant le rapprochement avec l'affaire de détournements de fonds au détriment de l'UFOVAL (section « vacances » de la FOL), qui avait défrayé la chronique judiciaire un an plus tôt, il évoque le sommet visible d'un iceberg dont on commence maintenant à mieux deviner la partie encore cachée, puisqu'il s'agit en fait de l'ensemble des œuvres post et périscolaires du département, dont « tous les leviers de commande depuis 1945 et jusqu'à une époque récente étaient dans les mains d'une même « organisation », dont trois hommes — parmi lesquels Lebon — se partageaient les responsabilités. Dans chacune de ces œuvres, c'est le même processus : statuts jamais appliqués, multiplicité des comptes bancaires et postaux, chevauchements d'opérations financières d'association à association, mélange de comptes personnels et de comptes d'associations, absence de vérification de la gestion et enfin disparition ou absence d'archives comptables rendant difficiles ou impossibles les investigations ultérieures ».

Et Jean Joly de relater longuement la recherche d'archives introuvables ou qui disparaissent du siège social, à l'Inspection académique, à la veille

d'un constat d'huissier. Tout cela depuis que, en 1975, un nouveau comité, enfin régulièrement installé à la place des éternels « permanents », a manifesté le désir d'assainir une gestion en vase clos bien suspecte.

### l'écheveau

Malgré une obstruction systématique de l'administration académique et des « responsables en place », Jean Joly, faisant preuve d'une belle obstination, avec ses seuls moyens, pouvait enfin mettre la main sur le fil d'un écheveau embrouillé à souhait. Il constatait alors en particulier que deux comptes officiels JPA existaient bien, mais qu'en outre Lebon employait, pour les opérations financières de l'association, six comptes personnels et deux comptes appartenant à sa femme.

A l'aide d'un écran, où sont projetés de nombreux documents, quatre exemples d'opérations irrégulières sont présentés et commentés. Ils concernent des sommes parfois supérieures à un million d'anciens francs.

Aux justifications précédemment demandées par le conseil d'administration de la JPA, Lebon a fourni à plusieurs reprises des explications qui varient sensiblement et qui n'ont pas donné satisfaction à ses accusateurs ; c'est ainsi qu'il donne parfois deux ou trois versions très différentes pour une même opération.

Il ressort de tout cela que les fonds collectés sur la voie publique par les enfants des écoles pour venir en aide à leurs camarades les plus déshérités en leur procurant le grand air des vacances, étaient gérés d'une manière bien peu orthodoxe. Parmi 134 opérations que le comité a pu déceler, une vingtaine sont irrégulières : versements de l'association à des personnes étrangères à celle-ci ou à des comptes privés, sans justification. Mais ces contrôles n'ont porté que sur la partie des comptes qui a pu être localisée.

Sur sa gestion, Lebon fournit aussi parfois des explications rocambolesques : « erreurs idiotes », sommes mises « en attente d'éclaircissement sur compte personnel », etc. Quant aux bilans, qu'il a remis en 1975 à l'Inspection académique, ils ne peuvent être pris en compte : ce sont des pièces non authentiques, copies erronées où les opérations contestées ne sont pas notées.

En mélangeant fréquemment ses propres comptes avec ceux de l'association, en détruisant des pièces comptables nécessaires à la recherche de la vérité, Lebon n'a fait qu'utiliser un processus qui a déjà été mis en cause dans de précédentes affaires de détournement et d'abus de confiance commises dans le département (UFOVAL, Moraypré) et le pavé qui vient d'être lancé dans la mare par le comité de la JPA, s'il atteint Lebon de plein fouet, risque bien aussi d'en éclabousser d'autres.

### l'étrange silence...

Que signifie en effet l'attitude constante d'opposition et d'obstruc-

tion systématique adoptée par les responsables nationaux de la JPA dès le début de cette affaire ?

Un tel comportement, de la part de Clément Durand (secrétaire national de la JPA) et de son entourage immédiat, est pour le moins inquiétant.

Michel Chignier, délégué du SNES auprès de la JPA nationale, venu spécialement de Paris ce soir-là pour apporter l'expression de sa solidarité au comité départemental de la JPA, a évoqué l'ambiance des réunions nationales à Paris et la chape de plomb qui semble écraser cette sombre affaire.

Alors que les besoins d'équipement des colonies de vacances ardennaises sont énormes, alors que de nombreux enfants des milieux populaires ne peuvent profiter de vacances saines, des fonds importants collectés dans le département en 1976 et en 1977 sont bloqués à Paris, fonds qu'on peut estimer à plus de 10 millions d'anciens francs. Et cela en raison de l'attitude de la JPA nationale qui, sous les prétextes les plus futiles, refuse obstinément son agrément à l'actuel comité des Ardennes, alors que le fonctionnement tout à fait irrégulier du précédent comité semblait parfaitement lui convenir. De là à penser qu'il y a accord pour couvrir une gestion irrégulière, il n'y a qu'un pas...

Une telle attitude, pour le moins curieuse, ne serait-elle pas par ailleurs à rapprocher de la disparition inexplicable de nombreux chèques bancaires transitant par Paris et des anomalies dans les circuits empruntés par d'autres chèques qui, bien qu'émis au profit de la JPA, aboutissent à des comptes n'appartenant pas à cette association ?

Bien des questions se posent donc à propos de la gestion d'une telle mafia et il faut espérer que les pouvoirs d'investigation du juge instructeur permettront bientôt d'y voir plus clair.

### et la défense ?

Pour Lebon, qui se déclare « content (!) que la justice enfin saisie soit amenée à étudier le dossier qui lui a été remis », cette affaire serait tout simplement une basse manœuvre politique, une « campagne de difamation qui vise avant tout le militant politique ».

Quand on saura que le conseil d'administration départemental de la JPA a attendu d'être en possession d'éléments sérieux et contrôlables avant d'intenter cette action en justice, on appréciera à sa valeur le terrain sur lequel le député Lebon entend placer sa défense.

Dans un article en date du 24 juin, il sollicite implicitement l'appui de ses lecteurs en insinuant que la « mafia » dénoncée par Jean Joly, ce sont les lecteurs du *Réveil ardennais* (la feuille locale du PS) et les amis politiques du député. Dans une colonne voisine, le secrétaire fédéral du PS éprouve le besoin de s'en prendre à tous ceux qui pourraient faire allusion à une quelconque « caisse électorale ». Tiens, tiens !

En se plaçant sur un tel terrain, Lebon évite ainsi bien sûr de répondre à ses accusateurs sur les points



Photo X

précis de sa gestion qui sont soulevés.

On sait que d'autres associations gravitant autour de la JPA et des œuvres post et périscolaires sont administrées de façon semblable. S'il n'est pas mis bon ordre rapidement



Photo Tribune socialiste

M. Lebon.

aux effets désastreux d'un tel « système », il pourrait en résulter à court terme la destruction de tout un capital de confiance et de militantisme qui ont fait la force et la gloire des œuvres laïques. Et ce serait bien dommage !

« Pour faire penser ceux qui ne pensent pas, pour faire agir ceux qui n'agissent pas, pour faire des hommes et des citoyens », ainsi que le voulait Jean Macé, la maison doit être nettoyée sans complaisance.

Il n'est donc pas question de se voiler la face devant le scandale car « le courage, c'est de chercher la vérité et de la dire ».

De notre correspondant ■

● A l'issue de la réunion publique du 20 juin, deux résolutions ont été votées par l'assistance à la quasi-unanimité (2 abstentions).

L'une, présentée par le SNES, apporte son soutien au comité départemental de la JPA et insiste auprès des pouvoirs publics pour que soit mis fin au plus tôt à l'obstruction rencontrée par ce comité. L'autre, proposée par les parents d'élèves Cornec, exige que soient fournis tous les comptes des organismes et associations du secteur de l'Education (nationale) bénéficiant de fonds publics ou semi-publics.

D'autre part, un comité de soutien à la JPA a été créé afin d'aider financièrement le comité départemental JPA dans l'action de large information et de recherche de la vérité qu'il a entreprise. Il s'adresse à l'ensemble des amis de la Jeunesse au plein air pour recueillir les fonds nécessaires à cette action (tirages et expéditions de correspondance, locations de salles, frais de justice, etc.).

Toutes les personnes et associations désirant apporter leur contribution à ce comité pourront le faire en effectuant un versement au C.C.P. : JPA Ardennes, 43753 H, Châlons-sur-Marne (préciser au dos du chèque : « versement au comité de soutien JPA »).

# le pire

## avec l'énergie solaire, éclipsons le nucléaire

Les 18 et 19 juin, un an jour pour jour après sa première apparition publique, le Mouvement pour la promotion des technologies d'équilibre (MPTE) (1) a voulu montrer que se battre contre le nucléaire, c'est bien, promouvoir les énergies douces, c'est encore mieux ; le MPTE a été créé en mai 76 ; nous publions ci-dessous l'entretien que TS a eu avec un groupe de ses responsables, dont sa présidente (1).

T.S. : Le MPTE, c'est quoi ?

MPTE : C'est un mouvement de gens qui constatent que les nouvelles techniques n'apportent pas toutes plus de bonheur aux hommes, au contraire. Qui constatent aussi que l'organisation politique n'est pas maîtresse d'une « croissance technologique » gouvernée par le profit. C'est un mouvement qui veut promouvoir les technologies d'équilibre, les technologies qui respectent l'équilibre écologique, réduisent les inégalités sociales, redonnent à l'homme son autonomie ; c'est un mouvement qui lutte bien entendu contre les technologies de déséquilibre. Le MPTE prend en compte l'environnement global dans lequel vivent les hommes et refuse de séparer les composantes physiques, biologiques, sociales, économiques et politiques.

T.S. : Le MPTE, c'est qui ?

MPTE : Le MPTE, parti de quelques militants du PSU et de quelques scientifiques, s'est rapidement étendu. C'est maintenant un groupe de 80 adhérents (association 1901) de tous âges et de tous métiers, qui touche, à chacune de ses actions d'information et de formation, plusieurs centaines de personnes à Angers et dans sa région.

T.S. : Peux-tu nous parler de la première apparition publique du MPTE ?

MPTE : Les 19 et 20 juin 1976, dans le centre d'Angers et sur le marché de la Zup nord, on montre que les chauffe-eau, barbecues, moteurs et autres engins solaires, ça marche. Dans une ambiance de fête, les passants dégustent des saucisses cuites au soleil en lisant les panneaux d'information antinucléaire. Il se crée une sorte de forum permanent. Le PSU, qui a lancé l'idée des expériences dans la rue, apporte son sou-

tien très actif, et la CFDT a exprimé son accord. A la suite des articles de presse relatant cette action, le Mouvement a reçu une centaine de lettres de lecteurs de tout l'Ouest : demandes de renseignements techniques, de prêts de matériel pour des groupes antinucléaires (Nantes, Liré, Le Pellerin, Erdeven...).

T.S. : Qu'a fait le MPTE depuis cette action ?

MPTE : Il a diversifié et développé ses activités : soirées d'information, débouchant sur la création de groupes de travail technique (construction de chauffe-eau solaires, habitat, pompe à chaleur...); conférence grand public sur l'énergie solaire (local bondé, on refuse plus de 200 personnes); informations dans les quartiers sur les problèmes de l'énergie, avec projection de diapositives; organisation (avec l'université d'Angers) de stages de formation continue sur l'énergie solaire (juin et octobre 1977) ouvert à tous.

T.S. : Et ce dernier week-end, que s'est-il passé ?

MPTE : Nous avons réédité les journées de juin 1976 dans les rues d'Angers. Des organisations ont été contactées : CFDT, CGT, CSCV, PC, PS, PSU, LCR, OCT, Paysans-Travailleurs. Le PS et le PCF n'ont pas répondu, la CGT a exprimé son désaccord, la CFDT a appelé ses adhérents à soutenir l'action, et les autres ont décidé d'apporter des panneaux d'information sur le nucléaire. Etaient effectivement présents : CSCV, PSU, LCR, OCT, PT. Malgré la pluie, des centaines de personnes ont discuté, demandé des renseignements. On a même cru voir le RG de service, le même que l'an dernier, celui qui se camouflait derrière un poteau pour ne pas figurer sur les photos...

T.S. : Qu'est-ce qui est prévu

pour l'avenir ? N'y a-t-il pas un risque de « repli technique » du MPTE ?

MPTE : C'est vrai qu'il y a une demande en conseils techniques très importante sur les énergies douces. Nous y répondons et y répondrons encore dans la mesure de nos moyens. Mais le MPTE ne s'occupe pas seulement de l'énergie. Il a d'autres projets, par exemple dans le domaine des transports et de la lutte contre les gaspillages. En outre la demande pour d'autres technologies, exprime de très fortes aspirations à un autre mode de vie, à une autre société : nous devons informer et faire pression au niveau de tous les centres de décision. Enfin, nous voudrions assurer une première réunion de coordination régionale des groupes du même genre. Non pas pour « centraliser », mais pour accroître notre efficacité par des échanges d'idées et de matériel.

Propos recueillis par Marc GICQUEL ■

MPTE : 7, rue Jean Prédali 49000 Angers.

### nucléaire danger immédiat

Il était une fois... une centrale atomique qui, n'en pouvant plus, voulut « s'éclater ». Ce fut terrible. Science-fiction ? Pas du tout. Les éléments de l'araignée nucléaire sont en place pour l'apocalypse. Sur mesure bien entendu.

Malville, dans l'Isère, c'est le règne de la démesure. On n'ose pas y penser. Et pourtant. Après avoir subi les chantages les plus hypocrites, ils se sont mis à réfléchir ensemble. « Ils », ce sont les habitants du coin, agriculteurs ou non. Et, un jour, les barbelés leurs sont devenus insupportables. Barbelés, barbelés. Toutes les sociétés totalitaires, fascistes ont dressé leurs camps.

Alors à Malville, on s'est révolté. Il y a un an, un rassemblement populaire surprénait Edéeffe et ses protecteurs CGE, Westinghouse, Creusot-Loire, Framatone... Un coup, un premier coup de cisailles dans la toile, conclusion d'un effort intense de popularisation. Et cette année on recommence. Plus fort, plus puissant. Plus efficace ?

Possible. Possible si Malville n'est pas seule. Mais Malville est de moins en moins isolée. Partout, sur les sites, autour des projets plus ou moins avancés, plus ou moins connus, les premières percées de l'information et de l'action.

A Braud et Saint-Louis, en Gironde, on mène la vie dure à Edéeffe. Son protecteur M. Etat a fait donner la police et la justice. Contre la volonté populaire ? Qu'importe : les fabricants de centrales nucléaires s'impatientent. Ça donne des procès spectaculaires. Comme à Bordeaux où les accusés deviennent accusateurs, collectivement, solidairement. Et on est avec eux : par Michel Mousel interposé, le PSU réaffirme qu'il n'est pas possible de composer avec le totalitarisme.

Ça donne enfin un bon, beau et vivifiant film, « Nucléaire, danger immédiat », bien documenté. Ballade où la mort devient dérision tant elle s'impose : « un light-show à tout casser. Feu d'artifice et rideau de fumée. Ça c'est du cirque. Ouais, c'est la fête. On fait sauter la planète ! » Durée une heure quarante.

A Paris (St Séverin, Palais des Arts et peut-être quelques autres salles « sensibles » à partir du mercredi 6 juillet). On peut louer des copies. On doit en louer : Collectif Grain de sable, 52, av. de Clichy 75018 Paris. Tél. 522 23 30.

Michel CAMOUIS ■



Photo Tribune socialiste

## paysans nantais contre l'atome

Désormais, au Pellerin, en Loire-Atlantique, le mouvement d'opposition à l'implantation d'une centrale nucléaire est devenu un fait politique majeur. Pour toute la basse Loire. Les verdicts de Nantes : huit mois de prison dont deux fermes, pour 5 agriculteurs accusés d'avoir détruit un registre d'enquête d'utilité publique et celui de Rennes (sept sursis et une relaxe), ont confirmé que le temps des réponses polies et des débats entre « experts » n'était plus de mise. Le temps presse pour le pouvoir : il lui faut créer au plus tôt un état de fait qui rende le processus nucléaire irréversible.

Toute la Bretagne se rappelle encore cette soirée où la télé projetait le film *Le Jour le plus long*. Tout d'un coup : « crac », plus de courant ; l'explication d'EDF est simple : les radiateurs électriques des résidences secondaires et le rush sur les postes de télé ont dépassé les possibilités des installations électriques locales. Conclusion : il faut une grosse unité de production électrique dans l'Ouest ; autrement dit, choisir entre une centrale nucléaire ou des coupures de courant. C'est simple, non ?

Le déficit énergétique de l'Ouest a bon dos. Et pourquoi le courant de la centrale de Cordemais devrait-il, comme il est prévu, alimenter la région parisienne, grosse consommatrice d'énergie avec toutes ses industries si l'on manque, sur place, d'électricité ?

Quant au Pellerin quelques données suffisent pour entrevoir les dangers de la centrale :

— 4 tranches de 1 300 MWe, c'est-à-dire ou quatre énormes tours de refroidissement de plus de 150 m de hauteur sur les bords de Loire, ou un réchauffement substantiel des eaux. Les phénomènes de marée se répercutent en amont de Nantes, l'équilibre de la faune et de la flore va être modifié sur une zone particulièrement cruciale.

— En aval, prise d'eau de Buzay alimentant en eau le pays de Retz,

— 450 000 habitants dans un rayon de 20 km sous les vents dominants.

— Dans un premier temps, près de 300 hectares d'une excellente terre agricole pris aux agriculteurs, sans compter les couloirs de ligne, les accès divers... (De fait l'expérience conduit à multiplier ce chiffre par 2 ou 3).

— L'installation projetée s'ajoute à celles, classiques, de Cheviré (1 000 MWe) et de Cordemais (2 000 MWe).

Tout le monde s'accorde à considérer aujourd'hui que ce site est le plus mauvais du monde. C'est qu'EDF éprouve bien des difficultés à trouver des sites. Sa politique consiste donc à « gaver » de centrales les quelques sites qu'elle aura réussi à arracher une fois le Pellerin installé, il est possible que l'on accueille aussi une usine d'enrichissement ou de retraitement des combustibles irradiés.

### le temps du mépris

Cette politique du fait accompli, EDF la met en œuvre avec un mépris total de toutes les instances régionales d'aménagement du territoire (à quoi servent le SDAU, le POS, la réserve de chasse récemment créés dans la région ?) Au mépris des populations aussi (les municipalités ont souvent été élues, lors des élections de mars, sur leur opposition à la cen-

trale du Pellerin). Un mépris que reflète la réglementation : car si la construction d'une centrale est soumise à autorisation de l'administration après enquête d'utilité publique, cette enquête, obligatoire, est purement formelle : ses conclusions ne sont pas contraignantes. Autrement dit, l'enquête est inutile. D'ailleurs EDF s'en moque : à Creys-Malville, les travaux ont illégalement commencé avant la parution du décret préfectoral.

Dès lors, on s'explique la colère des maires (dont certains refusent d'afficher l'avis d'ouverture de l'enquête d'utilité publique) ou des populations (affiches brûlées, registre de l'enquête arraché et détruit sur la place du marché comme à Couéron). On connaît la suite : arrestation de paysans (surtout quand ils sont paysans-travailleurs) et procès à Nantes...

Dans toute la région autour du Pellerin et à Nantes, plusieurs réunions de sensibilisation sur le nucléaire ont été organisées par des comités de défense de l'environnement, eux-mêmes rassemblés dans une coordination de basse Loire qui joue un rôle déterminant dans toute la mobilisation. Le 8 mai, un grand rassemblement au Pellerin a réuni 15 000 personnes avec stands, projections et vidéo, forums sur les thèmes : « nucléaire et société », « nucléaire et santé », « nucléaire et basse Loire », façon de faire de la politique ».

En fait, l'épreuve de force a eu lieu après cette sensibilisation, ce qui explique en partie l'ampleur de la mobilisation qui rassemble non seulement les antinucléaristes militants mais aussi ceux pour qui, plus ou moins confusément, la société capitaliste est une impasse.

Les organisations politiques locales ont dans l'ensemble exprimé leur refus de la centrale du Pellerin. Avec plus ou moins de conviction.

— L'extrême gauche suit une mobilisation qui la dépasse à tous les points de vue : quantitativement, ce qui est positif ; mais également quant à sa compréhension « d'une autre façon de faire de la politique ».

— Le PS a été ébranlé et a accepté de reconnaître les comités de défense. Mais depuis, le fossé s'est creusé à propos de l'enquête d'utilité publique : le pré-électoratisme l'amenant à la cautionner (délégation de son congrès national pour signer un registre) alors que le mouvement

antinucléaire la refuse fermement.

— Le PC est contre la centrale du Pellerin pour des raisons surtout localistes. Les déclarations pronucléaires de G. Marchais l'ont de surcroît mis en porte-à-faux. Le 8 mai, le PCF était d'ailleurs absent.

Quant à la manifestation du 14 juin, convoquée par la CGT, la CFDT, la FEN, la FDSEA et les Paysans-travailleurs et à laquelle s'est joint l'ensemble du mouvement antinucléaire (dont la CSF et la CSCV, exclues de la préparation intersyndicaux comme trop « antinucléaires »), elle est apparue comme un minimum face à la répression. La mobilisation y a essentiellement été l'œuvre des comités (dans lesquels les militants du PSU sont partie prenante) agissant sur le mot d'ordre : « *Le nucléaire, on n'en veut pas. Ni le nucléaire de droite, ni le nucléaire de gauche.* »

### répondre au fond

La réticence de certains pose problème. Le fait politique créé par l'ampleur du mouvement et la sévérité de la répression obligent à déterminer une ligne d'action qui évite la rupture vis-à-vis de la masse des travailleurs. Le danger de minorisation est là, nous l'avons bien vu dans le soutien timide des structures traditionnelles du mouvement ouvrier ; le pouvoir l'a parfaitement compris en pratiquant la répression sélective à l'encontre du mouvement Paysans-travailleurs très actif dans les nombreuses luttes contre les expropriations et les cumuls de terres dans l'Ouest (Cheix en Retz).

Eviter la rupture ouvriers/paysans, écologistes déterminés/masses sensibilisées, tel doit être notre souci aujourd'hui. Dans cette tâche, nous devons parler du problème des besoins énergétiques ; les arguments utilisés par G. Marchais pour justifier le nucléaire ne sont pas tous sans influencer les travailleurs qui comprendraient mal de payer la note d'une réduction de l'approvisionnement énergétique.

C'est donc au fond, en termes de choix de société qu'il nous faut répondre.

De notre correspondant  
à Nantes ■

1) SDAU : Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme ; POS : plan d'occupation des sols.



# et pourtant elle tourne...

## eurocommunisme : le schisme ?

L'extraordinaire violence de l'attaque en forme d'anathème lancée par l'hebdomadaire *Temps nouveaux* contre Santiago Carrillo est-elle le signe d'un tournant dans les rapports entre l'Union soviétique et les PC « eurocommunistes » ?

Il faut sans doute remonter à l'affaire yougoslave et au schisme chinois pour retrouver un tel ton d'excommunication. Plus surprenante encore est la réponse de Carrillo à ses détracteurs. Qu'un dirigeant communiste — avec l'accord de son parti (1) — ait l'audace de déclarer à propos des dirigeants communistes : « ces messieurs se conduisent comme un Saint-Office en action. Ils ne peuvent donc inspirer que de la défiance », voilà de quoi se faire se retourner dans leur tombe Joseph Staline, Maurice Thorez et Togliatti réunis !

### il y a... Dolorès

Pourquoi cette offensive et pourquoi le PC d'Espagne ? La réponse à la seconde question éclaire la première. Si les dirigeants soviétiques s'attaquent au PCE c'est parce qu'il leur apparaît comme le maillon le plus faible de la chaîne « eurocommuniste » : son modeste score électoral, son relatif isolement sur la scène politique espagnole, peuvent rendre sa direction actuelle vulnérable. Et puis il y a Dolorès, la « Pasionaria », présidente du parti, que les Soviétiques ont l'espoir — fou ? — d'utiliser pour une opération scissionniste (comme ils ont été tentés déjà de le faire avec Jeannette Vermeersch en France).

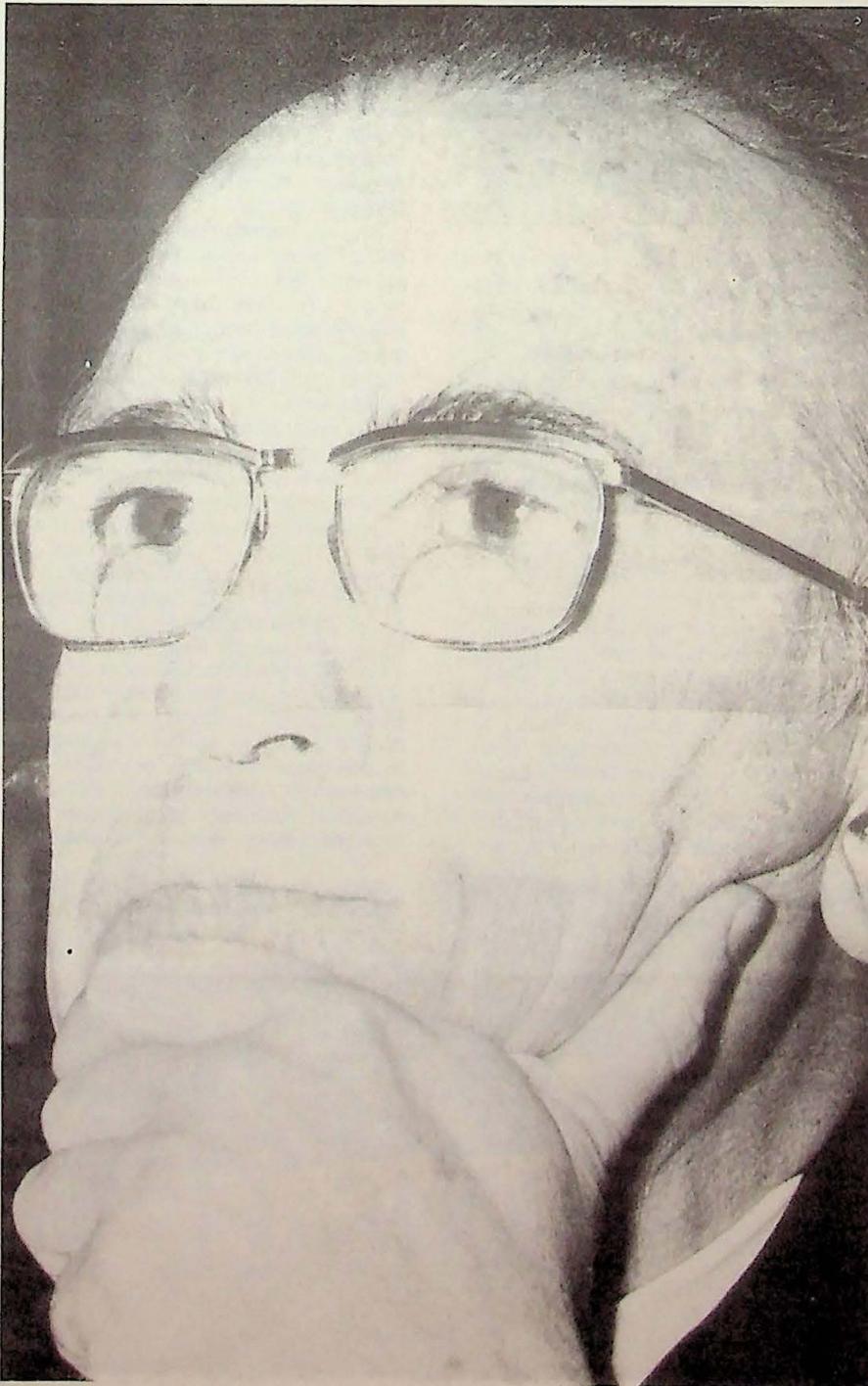
Enfin, le contentieux entre les Soviétiques et le PCE est déjà ancien. L'invasion de la Tchécoslovaquie et la « normalisation » qui a suivi ont été condamnées avec la plus grande vigueur par les Espagnols. A l'époque, les Soviétiques avaient même suscité la création d'un PC concurrent, favorable à leurs thèses. Cette opération devait finalement tourner court ; mais, pour la direction du PCE, l'expérience a servi de révélateur et de leçon.

A bien des égards, ce sont les communistes espagnols qui ont analysé avec le plus de liberté et d'audace la réalité politique et sociale du stalinisme, comme en témoigne précisément l'ouvrage de Carrillo (2) mis en cause par *Temps nouveaux*. Moins préoccupés par les Italiens et les Français d'échéances politiques immédiates et de tactique — au moins jusqu'à une époque très récente —, les Espagnols ont aussi critiqué avec la plus grande netteté la politique extérieure de l'URSS.

En septembre 1973, dans un rapport au comité central, M. Azcarate déclarait : « [la direction du PC de

l'URSS] accepte la perspective d'un *statu quo* politique et social dans le monde comme s'il était la conséquence naturelle de la coexistence pacifique... la révolution disparaît de l'horizon de la politique extérieure des grands pays socialistes » inspirée exclusivement par des intérêts d'Etats et de grandes puissances (3).

Santiago Carrillo, secrétaire général du PCE.



Et d'évoquer la perspective d'une « nouvelle étape du mouvement communiste d'Europe occidentale » autour d'actions sur des objectifs communs (coordination des luttes ouvrières, lutte contre les blocs, lutte anti-impérialiste). Dès 1970, Santiago Carrillo n'hésitait pas à évoquer « la perspective d'une Europe démocratique et socialiste ». On retrouve ici un certain nombre de thèmes « eurocommunistes » exprimés souvent avec une certaine avance et dans des termes dénués d'ambiguïtés diplomatiques.

### jusqu'à la rupture ?

On comprend dès lors dans ces conditions que les Soviétiques aient choisi le PCE comme cible prioritaire. Mais il est bien évident que l'attaque vise également le PCI et le PCF qui auraient tort de se croire à l'abri — de tentatives scissionnistes notamment.

La direction du PC soviétique est-elle décidée à aller jusqu'au bout, jus-

qu'à une rupture au sein du mouvement communiste international ?

Cette éventualité paraît bien inscrite dans les faits ; encore que, contrairement aux Yougoslaves et aux Chinois, les PC « eurocommunistes » et le PC japonais visés n'étant pas au pouvoir, leur excommunication prendra nécessairement des formes inédites. En effet, les PC d'Europe occidentale paraissent engagés dans un processus irréversible. Le renouveau des luttes ouvrières — dans leur forme et leur contenu —, depuis la fin des années 60, la crise structurelle du capitalisme, et surtout la politique de larges alliances qui a assuré le maintien de leur implantation dans les classes populaires, les conduisent aujourd'hui au seuil du pouvoir dans des conditions historiques très différentes de celles qui prévalaient à l'époque des fronts populaires. Il ne s'agit plus aujourd'hui de défendre l'URSS menacée d'encerclement, au travers de gouvernements antifascistes. Les dirigeants soviétiques, bien au contraire, s'entendent comme larrons en foire avec leurs homologues capitalistes, pour se partager les zones d'influence et pour négocier de juteux contrats commerciaux. C'est de l'intérieur, des contestataires de tout poil, que vient la menace principale.

### réformisme ou stratégie nouvelle ?

Pour les PC français, espagnol et italien notamment, accepter d'inscrire leur action dans le cadre de la politique soviétique de maintien du *statu quo* et de lutte contre la contestation interne, les conduirait non seulement à renoncer à l'exercice du pouvoir, mais aussi et surtout à perdre leur influence de masse.

Cette contradiction est le moteur de la crise actuelle. Mais elle est loin d'avoir produit tous ses effets. Les « eurocommunistes » amorcent à peine — et avec quel retard sur l'histoire ! —, une réévaluation doctrinale et politique dont il serait présomptueux aujourd'hui de prédire où elle les conduira : au réformisme le plus plat ou à une stratégie nouvelle.

Quant au PC de l'URSS il apparaît extraordinairement isolé. En dehors des PC tchèque, bulgare, d'Allemagne de l'Est, de quelques petits partis communistes sectaires des pays capitalistes, sur qui peut-il réellement s'appuyer ? Près de vingt-cinq ans après la mort de Staline, le navire de la bureaucratie soviétique prend eau de toutes parts.

Léo GOLDBERG ■

(1) Encore convient-il de ne pas sous-estimer le poids, à l'intérieur du PCE, d'une « vieille garde » encore réticente dès lors qu'il s'agit de mener à son terme la critique de la « mère-patrie » du socialisme. On la bien vu lorsqu'il s'est agi, pour le comité central, de rendre publique une déclaration en réponse à l'article des *Temps nouveaux*. Sa modération laisse aisément supposer bien des désaccords, au plus haut niveau, entre dirigeants du Parti communiste d'Espagne.

(2) Eurocomunismo y Estado, Barcelone, éd. Critica, 1977.

(3) Cf. Les PC espagnol, français et italien face au pouvoir, Paris, Christian Bourgois, 1976, P. 197 sq.

# Espagne : l'ère démocratique (2)

de notre correspondant à Madrid, Ulises FERRAGUT

Ça y est. Le vieux rêve néo-franquiste de réaliser « le changement dans la continuité » s'est réalisé sans trop de mal. Les élections ont eu lieu, et, hormis quelques « bavures » — dont les quelque 850 000 bulletins « pirates », entendez bien qu'on a fait voter les morts, phénomène typique des consultations franquistes —, on peut dire que l'Espagne a connu des élections qui, dans l'ensemble, se sont déroulées de manière satisfaisante. En un sens on pourrait résumer les derniers événements qu'a connus l'Espagne par la formule utilisée par *Diario 16*, quotidien centriste, en apprenant la composition du troisième gouvernement formé sous le règne de Juan Carlos : « Satisfaction à Washington ».

Et, de fait, Washington a de sérieuses raisons d'être satisfait ; puisque aussi bien la capitale nord-américaine a tout fait pour aboutir à de tels résultats. En effet, là où il n'y avait pas une droite organisée de nature à rendre viable un régime démocratique, il y a désormais un grand parti de centre-droit en mesure de répondre aux aspirations d'une partie avancée de la bourgeoisie espagnole. En dépit du verbalisme affiché ces jours derniers, on ne peut pas dire pour autant que l'équipe économique constituée par Fuentes Quintana — à l'origine du fameux plan de stabilisation qui a présidé au développement qu'a connu l'Espagne dans les années 60 —, et Fernandez Ordonez, ancien membre de « l'Opposition démocratique », puisse prétendre au label social-démocrate, label pourtant souhaité ardemment par Suarez, comme d'ailleurs par la partie la plus éclairée de l'Opus Dei. La droite a donné le change à ceux qui, durant les derniers mois, soutenaient qu'il revenait aux « jeunes loups » du néo-capitalisme de sortir le pays de la situation économique désastreuse qu'il connaissait, et qu'il connaît encore. Comme de bien entendu, en cela fidèle aux usages

qu'on connaît dans d'autres pays européens, le néo-capitalisme espagnol préfère que ce soit la gauche modérée qui tire les marrons du feu. On évite ainsi les soubresauts politiques ; on se ménage aussi la possibilité de faire en sorte que, le cas échéant, ce soient ceux qui pensent pouvoir affronter la crise en dépassant le modèle néo-capitaliste qui prennent en charge un éventuel échec. En supposant les mesures qui, à court terme, devront être prises, il n'est guère difficile de prévoir qui fera les frais de l'impopularité.

Une certaine volonté de changement, en particulier dans le domaine politique est contrebalancée à l'évidence aujourd'hui en Espagne par le désir du maintien d'un certain conservatisme dans d'autres domaines. Ainsi, par exemple, en haut lieu, on est bien décidé à ne pas aborder en profondeur, en tout cas pas avec tout le sérieux qu'exigerait la situation, le domaine de l'éducation, laquelle continue de vivre sous l'influence qu'on devine. L'explication de cette apparente contradiction, s'agissant d'un gouvernement qui se targue de réformes, est simple. C'est que Suarez ne peut guère, dans la situation qui prévaut en Espagne, ouvrir dans le

même temps plusieurs fronts de bataille.

Nous nous trouvons donc face à un gouvernement typiquement de centre-droit. Il paraît à peu près évident qu'il ne pouvait en être autrement. La seule « consolation » qu'on puisse retirer de cette situation, c'est que nous nous trouvons face à un gouvernement composé de démocrates dont la sincérité ne peut guère être mise en doute, encore qu'à bien des égards il s'agisse d'hommes récemment convertis aux mérites de la démocratie. Consolation mince, dira-t-on. Certes. Mais après que l'Espagne ait connu la droite que l'on sait, il n'est pas indifférent de savoir comment est perçue ici la composition du dernier gouvernement. La droite succède à la droite. Voire. Mais c'est, s'emploie-t-on à penser ici, une droite technocratique et « civilisée », une droite enfin qui a su comprendre à temps que le maintien d'un régime autoritaire était incompatible avec un certain développement néo-capitaliste.

Les structures sociales, économiques, culturelles dont hérite la jeune démocratie espagnole sont vieillottes ; ce qui va permettre au nouveau gouvernement d'effectuer un certain nombre de réformes spectaculaires sans pour autant renoncer à sa propre orthodoxie, réformes dont personne ne doute ici qu'elles obtiendront un succès indéniable auprès de la population ; d'autant que nous approchons des élections municipales et que personne ne souhaite que ces dernières soient reculées au-delà de la fin de cette année, en tout cas dès que la nouvelle Constitution aura fixé les règles du jeu.

Répetons-le, le gouvernement de M. Suarez hérite d'une situation si catastrophique que, quelque réforme qu'il entreprenne, de toute façon elles seront non seulement bien accueillies, mais elles représenteront pour l'Espagne un progrès considérable.

La réforme fiscale progressive, l'officialisation et la garantie de fait des libertés individuelles et collectives, le divorce, la libéralisation dans le domaine culturel, l'éducation gratuite pour tous, l'autonomie régionale, les questions pendantes sont telles après quarante années de fascisme que le

peu que fasse le gouvernement dans tel ou tel de ces domaines sera accueilli favorablement. Resque que le grand thème du moment, celui qui demeure au premier plan de l'actualité, c'est la consolidation de la démocratie et la mise en œuvre d'une constitution qui soit le fruit de toutes les forces qui aujourd'hui sont représentées au Parlement ; forces dont on peut dire, maintenant que les élections ont sanctionné la vie politique espagnole, que de part et d'autre de l'échiquier politique elles s'équilibrent.

Encore qu'on pouvait s'interroger longuement sur les résultats des élections et épiloguer à n'en plus finir sur l'issue du scrutin.

Est-il juste, comme on le prétend souvent ici, d'affirmer que c'est bien l'Opus Dei qui sort renforcé de la consultation ? Outre qu'il est toujours difficile de caractériser de manière probante tel ou tel membre de l'Opus Dei on ne peut pas dire que les ministres du troisième gouvernement, qu'on soupçonne être à juste titre de l'Opus en soient des militants actifs. D'autant que nombre de ministres acquis à la « cause » de l'Opus s'y sont opposés dans le passé. C'est le cas par exemple du nouveau ministre de la Culture, Pio Cabanillas qui, jadis, comme ministre de l'Information, avait tenté de desserrer le carcan qui pesait sur les organes d'information. On ne peut oublier pour autant que Suarez, comme Fernando Abril, ont été, et Abril l'est encore, des militants actifs de la secte espagnole. A quoi s'ajoute la présence dans le troisième gouvernement de Joaquin Garrigues Walker, proche de Rockefeller par alliance, et représentant en Espagne des intérêts économiques nord-américains. Enfin il n'est pas inutile de rappeler aussi que l'aumônier du Palais de la Zarzuela, celui-là même qui a converti au catholicisme la reine Sophie, occupe la chaire d'Histoire de l'Université de Navarre (Opus), que le responsable de l'état-major politique de la Zarzuela est un militant actif de l'Opus Dei, Santiago Martinez Caro. Les exemples ne manquent pas qui illustreraient encore la présence active de l'Opus dans les rouages de l'Etat espagnol.

U. F. ■



## L'enjeu méditerranéen

**La conférence de Barcelone, en novembre 1976, tentait une première approche des problèmes de la Méditerranée. La conférence de Malte vient de l'approfondir en esquissant ce que pourrait être une alternative d'ensemble à la politique impérialiste et à la politique des blocs en Méditerranée.**

Dans la perspective d'une venue de la gauche au pouvoir en France, il sera de plus en plus difficile pour les partis ouvriers de ne pas prendre sérieusement en compte cette problématique.

En effet l'économie française se trouve de plus en plus ligotée par rapport au capitalisme atlantique ; l'intégration européenne renforce les mécanismes de dépendance économique, militaire et politique de chacun des pays du Marché commun. Pendant ce temps, la crise a accru les déséquilibres à l'intérieur même de cette zone et les pays les plus forts, telle la RFA, peuvent se permettre d'en contrôler les effets tout en exportant les conséquences les plus négatives chez les pays faibles d'Europe méridionale.

Parallèlement, l'impérialisme cherche à imposer une nouvelle division internationale du travail, accentuant les déséquilibres et la dépendance des pays moins développés.

Une exception apparente : les pays producteurs de pétrole semblent pouvoir se lancer dans un processus d'industrialisation ; mais celle-ci n'est encouragée qu'à condition de n'être pas contradictoire avec la répartition du travail voulue par l'impérialisme. Cela suppose un certain type d'alliance entre la bourgeoisie des Etats impérialistes et les couches diri-

geantes des pays pétroliers, au détriment des intérêts populaires.

Cette politique d'ensemble pèse lourdement sur les peuples du pourtour de la Méditerranée. Pour mieux prévenir leur réaction, pour contrôler leurs ressources naturelles, l'impérialisme s'efforce d'imposer sa « stabilisation » de la zone — axe de passage du pétrole — en renforçant ses forces navales nucléarisées dans le cadre de l'OTAN. Pour contrebalancer cette intervention, l'URSS, dont les frontières sont proches, est amenée à jouer un rôle plus actif, au nom de la défense de son bloc, en particulier par une présence navale conséquente. La Méditerranée devient ainsi le centre de gravité de l'équilibre « de la terreur » entre l'URSS et les Etats-Unis.

### « Pax americana »

Pour imposer sa « pax americana », l'impérialisme est amené à s'appuyer sur l'ensemble des forces réactionnaires locales, même s'il y a des contradictions entre l'intérêt à moyen terme — le pétrole — et les intérêts à court terme — le lobby sioniste —. Pour ce faire, il a été amené à organiser un dispositif complexe et articulé où des puissances régionales — Iran,

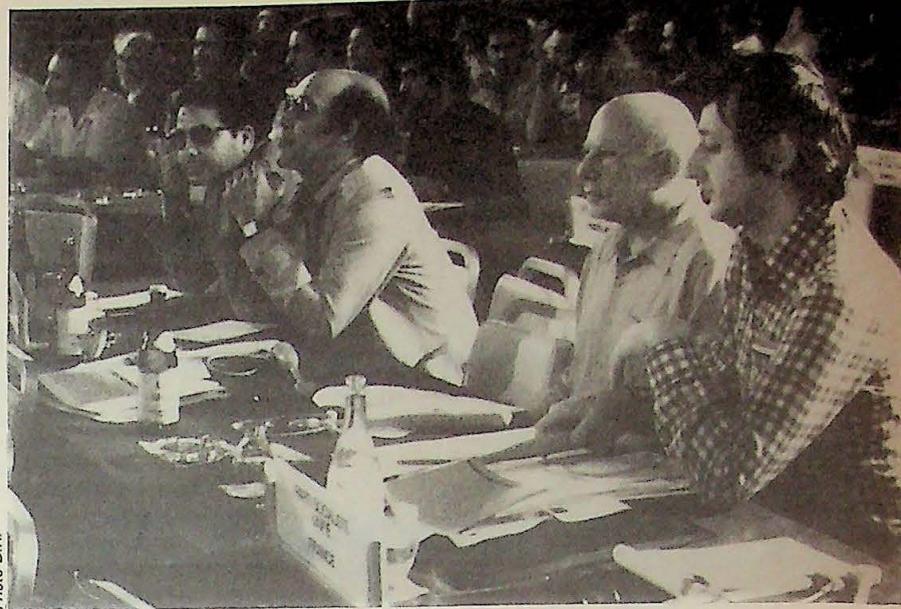


Photo D.R.

Arabie saoudite, Turquie, en plus d'Israël — sont promues à des responsabilités spécifiques pour maintenir l'ordre impérialiste.

Dans cette optique, il s'affronte aux mouvements de libération nationale (OLP, Mouvement national libanais, Polisario, et aussi Chypre).

Cet affrontement se situe aussi sur le terrain économique : les ressources régionales, la technologie, l'environ-



Photo D.R.

nement sont l'objet d'une âpre bataille où sont en jeu l'avenir des pays méditerranéens, leur indépendance économique, leur possibilité de réaliser une transformation socialiste, en un mot leur droit à l'autodétermination.

De ce point de vue, les mouvements de libération et les forces socialistes et anti-impérialistes des pays méditerranéens constituent pour l'impérialisme un problème majeur. En même temps leur développement autonome — non-aligné — constitue une menace pour l'équilibre global que les Etats-Unis et l'URSS veulent tous deux préserver à leur profit.

On mesure à ces données sommaires l'extraordinaire importance de l'enjeu méditerranéen pour l'avenir du socialisme en France et dans la région (1).

### quelle stratégie anti-impérialiste en Méditerranée ?

Ainsi pour assurer son contrôle et son exploitation des ressources natu-

relles et humaines des pays méditerranéens, l'impérialisme poursuit trois objectifs : étouffer les mouvements de libération nationale, accroître la dépendance économique et technologique des pays en voie de développement, assurer une présence militaire de dissuasion et de coercition.

D'où l'importance et la nécessité d'une politique que la gauche au pouvoir aurait à mener vis-à-vis des pays méditerranéens désireux de résister aux conditionnements impérialistes de la technologie et du marché, pour favoriser un développement autonome en fonction des besoins des masses populaires. Cette politique a des aspects commerciaux : elle suppose une restructuration des échanges mettant en cause la logique néo-colonialiste de l'échange actuel. Elle revêt aussi des aspects économiques — remise en cause de la division du travail — et militaires — desserrement de l'étreinte impérialiste en Méditerranée et solidarité renforcée avec les mouvements de libération. Il faut aussi prendre en compte la dimension culturelle et idéologique de cette politique.

### L'apport maltais

C'est le mérite de la conférence de Malte d'avoir posé l'ensemble de ces problèmes. Plus encore d'avoir ouvert la voie et tracé un cadre pour les faire prendre en charge par l'ensemble des forces anti-impérialistes de la Méditerranée.

Comment articuler nos objectifs de lutte immédiats — soutien aux luttes de libération nationale, aux luttes ouvrières et populaires dans la zone méditerranéenne —, avec des initiatives et des mesures que devra prendre un gouvernement de gauche dans la région, dans le cadre d'une politique d'ensemble —, telle doit être la réflexion prioritaire que nous devons mener aujourd'hui. Les rapports présentés à la conférence constituent dans le domaine économique, militaire, politique, des apports substantiels à l'élaboration d'une alternative opératoire au conditionnement impérialiste multiforme de la Méditerranée et donc de la France.

Un travail considérable donc, et urgent, tant il est vrai que la dimension internationale de la transition au socialisme ne peut être un « deuxième temps » dans la réflexion que doit avoir le mouvement ouvrier pour créer les conditions de la victoire.

Bernard RAVENEL ■

(1) Cf. brochure éditée par la commission internationale du PSU, L'Enjeu méditerranéen, éd. Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris, 2 F.



Photo D.R.

# les choses de la ville

## le bol d'air du pauvre

Ils seront près de 18 000. Dix-huit mille gosses, parisiens ou banlieusards, qui ne partent pas en vacances — parce que les parents restent sur place, parce que les grands parents ne peuvent les accueillir, parce que l'argent pour payer la colonie manque... Dix-huit mille que leurs parents confieront à l'un des centres aérés que gère la préfecture de Paris. Vingt-cinq pour cent d'entre eux y passeront les deux mois d'été. Car les parents font confiance à ce « service public à vocation sociale ». A tort.

Installations provisoires — toiles de tente et cabanons —, sanitaires et points d'eau en nombre insuffisant, literie maculée, terrains poussiéreux... La condition matérielle des centres aérés de la région parisienne est — sauf exceptions-pilotes qu'on exhibe complaisamment — pitoyable.

### gosses en péril

Certes on ne meurt pas d'inconfort. Mais la sécurité et l'hygiène laissent aussi à désirer : dans ce centre, les enfants doivent... traverser la route pour aller aux toilettes ; l'an dernier, à

Vincennes, une centaine d'enfants ont été intoxiqués ; la prévention médicale est inexistante, le personnel sanitaire en nombre dérisoire : un assistant par centre pour 250 à 400 gosses alors que la norme est de 1 pour 150. Et tant pis pour les blessures qu'on se fait sur les tessons de bouteilles, le jour où l'assistant prend son jour de congé !

Quant à l'animation... Une caisse de ballons, rouleaux de papier et crayons ; quelques seaux — mais le sable manque pour les petits. Et les



AGIP

formalités pour obtenir une sortie sont si décourageantes qu'on ne va guère à la piscine, ni au stade ni au musée, ni nulle part.

### des lumpen-garderies

Au reste, l'encadrement est insuffisant : 1 animateur pour 15 à 17 enfants, alors que la norme est de 1 pour 8 ou 10 dans les écoles maternelles et primaires. Et les effectifs seront sans doute réduits cette année ! Enfin non seulement les animateurs des centres de loisirs n'ont pas priorité à l'embauche (50 % des enseignants, 30 % étudiants ou autres), mais ils n'ont ni garantie

d'emploi, ni avancement. Bienheureux quand ils ne sont pas réduits au bénévolat et ne travaillent pas gratis !

Alors, la vocation sociale des centres aérés ? Alors qu'y échouent les enfants des catégories sociales les plus défavorisées — immigrés, ouvriers, « cas sociaux »... — alors qu'ils pourraient et devraient être un lieu de rattrapage pédagogique, de compensation des inégalités matérielles et culturelles qui touchent ces enfants, les centres aérés de la région parisienne sont, en somme, des lumpen-garderies animés par des sous-salariés qu'on traite avec mépris.

Il est vrai que la mairie-Chirac préfère s'occuper de ceux qui votent — et notamment de ceux qui votent bien. Les enfants, eux, ne votent pas. ■

### la lutte est engagée

Le samedi 2 juillet, les syndicats CGT et CFDT des animateurs des centres de loisirs et la fédération Cornec des parents d'élèves ont organisé, à Vincennes et Boulogne, une visite des centres aérés de ces deux villes : deux « exemples » à ne pas imiter. Le lundi 4 juillet, une conférence de presse leur a donné l'occasion de présenter leurs revendications :

● **hygiène** : 1 assistant pour 150 enfants ; respect des normes concernant les points d'eau et le sanitaire ; nettoyage des terrains et du matériel de couchage ; prévention sanitaire.

● **Sécurité** : protection contre la circulation ; implantation des centres si possible loin des routes.

● **Transport** : pas plus de 50 enfants dans les cars qui conduisent les enfants, des écoles où ils sont réunis, au centre aéré d'accueil.

● **Matériel** : ouverture de crédits pour l'acquisition d'un véritable matériel pédagogique ; étude des possibilités de construction en dur (avec utilisation diversifiée pendant l'année).

● **Repas** : contrôle d'hygiène effectif et fréquent ; respect des règles en vigueur dans les restaurants d'entreprise.

● **Encadrement** : respect des normes prévues pour les colonies ; embauche prioritaire des animateurs de centres de loisirs et statut leur garantissant la sécurité de l'emploi. ■

## la télé

### points de vue

Comme tout un chacun, on a voulu voir, on a voulu savoir. Ce lundi soir, sur TF 1, on a fait le pèlerinage de Vèzelay (*La part de vérité*) où Maurice Clavel recevait dans ses meubles (rustiques) quelques-uns de ces « nouveaux philosophes » dont on cause tant.

Attention les yeux, attention la tête : Michel Foucault, André Glucksmann, Guy Lardreau, Christian Jambert, Philippe Sollers... Inquiétant : on a eu l'impression assez souvent de saisir en gros de quoi il retournait. Question : ces « philosophes » sont-ils si « nouveaux » que cela ?

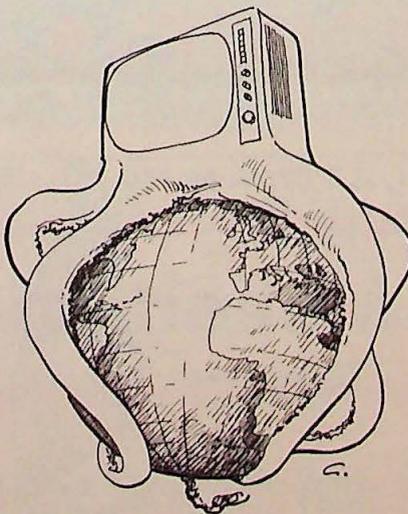
Clavel, d'abord. Pour peu qu'on ait passé quelques temps chez les bons pères, il se sert d'un vocabulaire et cultive un rythme oratoire familiers : Dieu, Vérité, Liberté, Amour, Absolu, etc. Et puis, il parle de lui-même, et c'est un refrain bien connu. Nous avons suivi une fois encore son itinéraire spirituel (non sans quelques clagues sur les cuisses... il en rajoute, le bougre ! Il connaît son public !)

### sérieux comme des papes

Le « front popu » à quatorze ans (« évidemment, j'étais pour... »). L'appel du 18 juin 1940 (il était pour aussi). Eclipse pétainiste avant le marquis d'Eure-et-Loir. La libération de Chartres et De Gaulle qui l'étreint sur le parvis, qui le traîne dans ses bras (sur

trente mètres !...). Et puis, le chemin de Damas, la foi ; mai 68, le maoïsme inspiré...

A dire vrai, on en arrive à ne plus savoir si on doit rire ; à se sentir gêné... D'autant que les autres, là, sur l'écran, ils sont sérieux comme des papes. A les écouter se contester



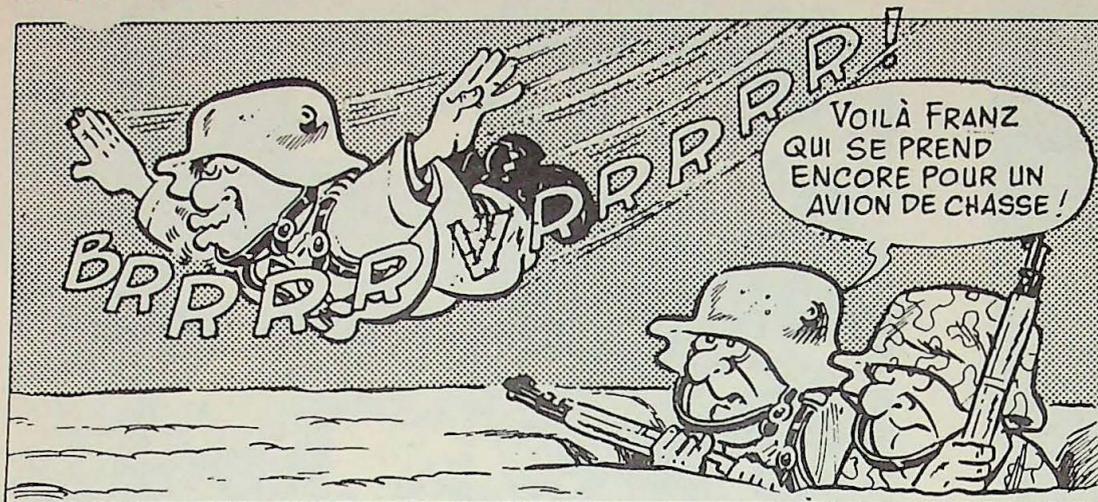
gentiment, se chipoter sur Kant ou sur Hegel, tiquer sur un concept ou une virgule, on finit par comprendre que ce qui les lie, c'est d'avoir beaucoup cru et de ne plus croire : les goulags, les Viêt-nam, les après-mal, les après-Mao ont eu chez eux raison de tout.

### une variation douloureuse

Leur conclusion a plusieurs voix consistera en une variation douloureuse sur un même thème : celui du désespoir. Encore faut-il savoir le formuler : ça donne ceci : « que nous est-il permis d'espérer ? », ou « à quoi sommes-nous obligés d'espérer ? », ou « de quoi nous est-il permis de désespérer ? » ou « il faut apprendre à désespérer... ». Bref, pour tous ces jeunes gens, Dieu, Marx, Mao et quelques autres sont plus morts que vivants. Heureusement, eux-mêmes ne se portent pas trop mal.

Nous, on est resté un peu perplexe devant ces portes ouvertes, aussi brillamment enfoncées. Comme on veut pas bronzer idiot, on va potasser tout l'été. On fermera même la télé : il y aura toujours Clavel, le « journaliste transcendantal » comme il aime à se présenter, pour nous en parler dans l'hebdo d'à-côté.

René LANARCHE ■



la culture dans la rue... et ses chiens de garde

Vendredi 1<sup>er</sup> juillet, vers 15 heures, Jean-François Batellier, tout guilleret, installe son expo sur une palissade en bois, dans la voie piétonnière qui longe le parvis Beaubourg.

Mais la police accourt et lui intime de plier bagages. Prétexte ? Sa table de vente (1,50 m de large) entrave la circulation. Qu'il s'installe donc dans l'enceinte du parvis Beaubourg ! Jean-François Batellier obtempère. Une heure plus tard, retour de la police : au poste mon gars ! JFB refuse. Ceinturé par plusieurs agents, il est dirigé illico vers un car de police où, excédé, il manifeste bruyamment sa désapprobation : « votre rôle est de protéger la population, non de l'emmerder... ».

Les spectateurs de l'algarrade tentent de s'interposer. A leur tour ils servent de cibles à la vindicte policière : « vos papiers ! ». Certains refusent. Un jeune homme, encadré par plusieurs agents, est fouillé, traité comme un malfaiteur dont on chercherait le flingue. Un photographe amateur prend des clichés : la pellicule est arrachée et détruite. Une dame d'une quarantaine d'années se fait insulter...

Deux cents personnes, environ, se réunissent en délégation devant le commissariat où JFB est retenu et inculpé d'exposition illicite de dessins sur la voie publique (il se trouvait dans l'enceinte du plateau Beaubourg I), d'entrave à la circulation, de tapage gênant les riverains...

Lendemain matin : JFB tente de se faire entendre et aider par le sous-directeur de Beaubourg, M. Bonnot. Qui s'esquive. JFB et sa compagne, Marie-France Colombo, installent alors leur exposition dans le Centre. Soutenus et approuvés en cela par le personnel de la réception. « A-t-il l'autorisation ? » Cette fois, M. Bonnot trouve du temps pour les artistes. Il apparaît que JFB ne « fait pas de l'art mais du commerce » et qu'à Beaubourg, qui n'a pas de « vocation lucrative », c'est gênant. JFB explique : il vit de la seule vente de ses dessins. Certes, si on lui accorde une subvention — et Beaubourg n'a-t-il pas vocation à découvrir et encourager les jeunes artistes ?... M. Bonnot compatit, indique qu'il n'est pas interdit d'exposer, promet une autorisation écrite pour lundi.

Paroles verbales ! Fautes d'autorisation écrite, JFB et MFC sont de nouveau interpellés et embarqués par la police. Enquête. Un agent en civil indique que le secrétaire de M. Bonnot confirme leurs dires. Ouf !

Et vive la « culture dans la rue », à Beaubourg et ailleurs !